



## DIVISION DES DROITS DES PALESTINIENS

### LES DROITS INALIENABLES DU PEUPLE PALESTINIEN

Vingt et unième Séminaire des Nations Unies sur la question de Palestine  
(cinquième Séminaire régional pour l'Afrique)

18-22 décembre 1988

Deuxième Colloque régional des ONG d'Afrique tenu sous les auspices de  
l'Organisation des Nations Unies

18-21 décembre 1988

LE CAIRE (EGYPTE)

TABLE DES MATIERES

Pages

I. VINGT ET UNIEME SEMINAIRE DES NATIONS UNIES SUR LA QUESTION DE PALESTINE (CINQUIEME SEMINAIRE REGIONAL POUR L'AFRIQUE) .....	3
II. DEUXIEME COLLOQUE REGIONAL DES ONG D'AFRIQUE SUR LA QUESTION DE PALESTINE, ORGANISE SOUS LES AUSPICES DES NATIONS UNIES .....	27

Annexes

I. MESSAGE ADRESSE PAR LES PARTICIPANTS AU SEMINAIRE ET AU COLLOQUE DES ONG AU PRESIDENT DU COMITE EXECUTIF DE L'ORGANISATION DE LIBERATION DE LA PALESTINE .....	37
II. MOTION DE REMERCIEMENTS .....	38
III. LISTE DES PARTICIPANTS ET DES OBSERVATEURS AU SEMINAIRE ET AU COLLOQUE DES ONG .....	39

I

VINGT ET UNIEME SEMINAIRE DES NATIONS UNIES SUR LA QUESTION DE PALESTINE  
(CINQUIEME SEMINAIRE REGIONAL POUR L'AFRIQUE)

Thème : "Les droits inaliénables du peuple palestinien"

LE CAIRE (EGYPTE)

18-22 décembre 1988

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
INTRODUCTION .....	1 - 3	5
A. DECLARATIONS LIMINAIRES .....	4 - 50	5
B. TABLES RONDES .....	51 - 94	14
C. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS .....	95 - 106	23

## INTRODUCTION

1. Le vingt et unième Séminaire des Nations Unies sur la question de Palestine (cinquième Séminaire régional pour l'Afrique), organisé sur le thème : "Les droits inaliénables du peuple palestinien", s'est tenu en même temps que le deuxième Colloque régional des ONG d'Afrique sur la question de Palestine à l'hôtel Ramsès Hilton, au Caire (Egypte), du 18 au 22 décembre 1988, en application de la résolution 42/66 B de l'Assemblée générale, en date du 2 décembre 1987.

2. Le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien y était représenté par une délégation composée de S. E. Mme Absa Claude Diallo (Sénégal), Présidente du Comité, chef de la délégation, S. E. M. Alexander Borg Olivier (Malte), Rapporteur du Comité, S. E. M. Samuel R. Insanally (Guyana), S. E. M. Tom Obaleh Kargbo (Sierra Leone), S. E. Agus Tarmidzi (Indonésie), et M. Zehdi Labib Terzi (Palestine). S. E. Mme Absa Claude Diallo présidait le Séminaire et M. Alexander Borg Olivier en était le Rapporteur.

3. Neuf séances ont eu lieu et 21 intervenants ont présenté des communications sur divers aspects de la question de Palestine. Ont aussi participé au Séminaire les représentants de 51 gouvernements, de la Palestine, de trois organes de l'ONU, de trois institutions spécialisées et organismes des Nations Unies, de trois organisations intergouvernementales et de deux mouvements de libération nationale, ainsi que des observateurs de 50 organisations non gouvernementales (ONG).

### A. DECLARATIONS LIMINAIRES

#### Déclaration du Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de l'Egypte

4. Lors de la cérémonie d'ouverture commune du Séminaire et du Colloque d'ONG, S. E. M. Aziz Seif El Nasr, Ministre adjoint des affaires étrangères, a donné lecture d'une déclaration de S. E. M. Ahmed Esmat Abdel Meguid, Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la République arabe d'Egypte, qui soulignait que le Séminaire revêtait une importance particulière pour deux raisons : d'une part, il se tenait au Caire, l'un des principaux centres où la communauté arabe et la communauté internationale unissaient leurs efforts pour stimuler et relancer l'action menée en vue d'un règlement pacifique, juste et global de la question de Palestine et, d'autre part, en raison de la nouvelle conjoncture internationale et régionale qui, du point de vue de l'Egypte, créait une atmosphère propice à la recherche assidue d'un règlement.

5. Au premier plan de l'actualité régionale figurait la poursuite du soulèvement du peuple palestinien contre la poursuite de l'occupation, de la répression et de la politique de fait accompli qui pesaient lourdement sur la conscience du monde et de la communauté internationale.

6. Récemment, la position politique palestinienne s'était nettement infléchie, avec l'adoption, à Alger, des résolutions de la dernière session du Conseil national palestinien. Celles-ci énonçaient clairement l'acceptation des résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité, plaçant ainsi les

efforts palestiniens à l'avant-garde de l'action menée pour instaurer une paix juste et globale dans la région, tout comme le faisait la déclaration sur la création de l'Etat palestinien, qui partait du principe des libertés démocratiques.

7. L'appui de la communauté internationale à la cause palestinienne avait trouvé une nouvelle expression concrète dans l'adoption par l'Assemblée générale des Nations Unies, lors de sa séance historique du 15 décembre 1988 à Genève, à une écrasante majorité, dont faisaient partie les Etats européens, de la résolution 43/176 relative à la nécessité de convoquer la conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient.

8. La position claire et nette exposée dans la déclaration prononcée par M. Yasser Arafat, Président du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) à l'Assemblée générale à Genève, le 13 décembre 1988, et celles qu'il avait faites à la presse le 14 décembre 1988 démontraient une fois de plus la maturité des dirigeants palestiniens, leur objectivité, la sincérité de leurs intentions pacifiques, leur profond désir de contribuer à un avenir meilleur pour les peuples de la région.

9. Le mandat donné par le Président Reagan au Département d'Etat américain d'engager le dialogue avec l'OLP était le signe d'une attitude positive et un pas important dans la bonne direction, répondant aux résolutions et positions constructives et historiques adoptées par la partie palestinienne. Il ne faisait aucun doute que ce dialogue contribuerait efficacement à la réalisation de véritables progrès vers un règlement durable, juste et pacifique.

10. Il convenait d'inviter instamment Israël à répondre favorablement à l'appel sincère et honnête à la paix qui lui était lancé. Il fallait espérer que ce pays jouerait bientôt un rôle positif à ce stade historique, et que le peuple israélien, comme tous les peuples de la région, apporterait sa contribution à l'instauration d'une paix juste et durable.

11. La communauté internationale avait la responsabilité particulière de créer les conditions permettant de progresser vers un règlement pacifique; le succès de cette entreprise exigeait tout d'abord que l'approche pacifique adoptée par le Conseil national palestinien à Alger soit fermement appuyée par la communauté internationale; que s'engagent ensuite des consultations entre les parties intéressées, notamment les membres permanents du Conseil de sécurité et le Secrétaire général de l'ONU, en vue d'examiner les arrangements qui permettraient de convoquer la conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient à laquelle participeraient toutes les parties intéressées, y compris l'OLP, sur un pied d'égalité; et, enfin, que dans le cadre de la conférence internationale de la paix, la communauté internationale redouble d'efforts pour convaincre toutes les parties d'accueillir favorablement ce processus pacifique et empêcher que quiconque ne contrarie un processus issu des résolutions de l'ONU et de la volonté de la communauté internationale.

12. L'Egypte, sous la direction du Président Hosni Mubarak, poursuivra ses efforts avec patience, persévérance, détermination et persistance pour tirer parti des nombreux facteurs positifs qui s'étaient fait jour afin de faire sortir la question

de Palestine de son cycle d'occasions manquées, en travaillant sérieusement, en accord avec toutes les forces pacifiques du monde, à réaliser un règlement durable, juste et pacifique garantissant les droits de tous les peuples de la région, sans aucune exception ni discrimination.

#### Message du Secrétaire général de l'ONU

13. M. Naseem Mirza, Chef de la Division des droits des Palestiniens, représentant du Secrétaire général de l'ONU, S. E. M. Javier Pérez de Cuéllar, a donné lecture du texte d'un message du Secrétaire général dans lequel celui-ci soulignait que les pays africains avaient contribué activement aux importants efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies pour instaurer la paix au Moyen-Orient et obtenir la reconnaissance des droits inaliénables du peuple palestinien. La proximité de la région et les liens historiques étroits entre leurs peuples plaçaient les pays africains dans une situation privilégiée qui leur permettait de participer et de contribuer activement à l'action internationale visant à accélérer le processus de paix au Moyen-Orient.

14. Une opinion publique éclairée et mobilisée pouvait jouer un rôle très important en faisant mieux connaître les faits relatifs à la question de Palestine et en mobilisant l'opinion de toute la région et du monde entier en faveur d'une paix globale, juste et durable au Moyen-Orient.

15. La déclaration faite par le Président Arafat à Genève constituait une nouvelle et très importante contribution au processus de paix. La décision du Gouvernement américain d'engager le dialogue avec les Palestiniens était une excellente décision qui a permis de résoudre l'un des problèmes qui se posaient. On ne pouvait cependant s'arrêter là. Il était en effet crucial de maintenir l'impulsion ainsi donnée et de la transformer en une paix juste, durable et globale au Moyen-Orient. Personne n'ignorait le rôle que l'ONU devait jouer à cet égard et le Secrétaire général poursuivrait ses efforts en vue de la tenue d'une conférence internationale de la paix rassemblant toutes les parties intéressées, y compris la Palestine.

#### Déclaration de la Présidente du Séminaire

16. Mme Absa Claude Diallo, Présidente, a rappelé que le Séminaire et le Colloque se tenaient à un moment crucial dans l'évolution de la question de Palestine qui avait été marquée par deux événements importants : le premier anniversaire du soulèvement palestinien et la création d'un Etat palestinien indépendant. Le courageux soulèvement de la population palestinienne des territoires occupés, l'Intifada, abordait sa deuxième année et témoignait de façon éclatante de la détermination avec laquelle le peuple palestinien luttait contre la domination et l'occupation israéliennes. L'Intifada avait acquis une dimension nouvelle depuis que le Conseil national palestinien avait pris, le 15 novembre 1988, la décision historique de proclamer l'indépendance de l'Etat palestinien, donnant ainsi une impulsion particulière au processus de paix au Moyen-Orient. Un grand nombre d'Etats avaient déjà reconnu l'Etat palestinien. D'autres avaient exprimé leur appui à cette mesure et l'avaient saluée comme une étape concrète et positive sur la voie de la paix.

17. Le 15 décembre 1988, l'Assemblée générale avait achevé l'examen de la question de Palestine à Genève où, par suite de la décision des Etats-Unis de ne pas délivrer de visa au Président Arafat, elle avait été contrainte de se rendre, pour pouvoir entendre le Président du Comité exécutif de l'OLP.

18. La session de Genève et ses prolongements avaient été d'une telle portée qu'on ne pouvait en parler que comme d'événements historiques. L'Assemblée générale avait entendu les très importantes déclarations du Président Arafat et d'un grand nombre de ministres des affaires étrangères qui s'étaient rendus spécialement à Genève pour prendre part au débat. Un tel niveau de représentation était sans précédent. Les intervenants s'étaient félicités en particulier des importants éclaircissements donnés par le Président Arafat sur la position de l'OLP, ainsi que de la décision du Gouvernement américain d'ouvrir un dialogue constructif en établissant des contacts officiels avec l'OLP par le truchement de son ambassadeur à Tunis.

19. Les résolutions, adoptées à une majorité écrasante, furent marquées par un esprit de modération et d'objectivité. En les adoptant, l'Assemblée a manifestement apporté une contribution positive et constructive à la paix, à la stabilité et à la sécurité au Moyen-Orient, donnant ainsi au peuple palestinien la possibilité de progresser vers le rétablissement de ses droits légitimes et inaliénables à l'autodétermination, à l'indépendance et à la création d'un Etat palestinien. Le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien estimait que l'adoption de ces résolutions et les événements récents contribuaient à faire progresser la communauté internationale vers un consensus sur ce problème crucial. Pour sa part, le Comité continuait d'oeuvrer en faveur de la convocation de la conférence internationale de la paix.

20. Le Comité était convaincu que, pour aboutir à une solution pacifique de la question de Palestine, qui se trouvait au coeur du conflit israélo-arabe, il était essentiel d'instruire le public et de promouvoir une action à tous les niveaux en faveur de la lutte que menait le peuple palestinien pour l'exercice de ses droits inaliénables, conformément aux résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, et pour l'instauration d'une paix juste, durable et globale au Moyen-Orient, par la convocation de la conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient.

21. La situation dans les territoires occupés continuait de préoccuper la communauté internationale. Elle s'était encore détériorée par suite de la politique et des pratiques répressives d'Israël, Puissance occupante, qui tentait d'étouffer le soulèvement des Palestiniens contre l'occupation. Malgré les protestations internationales et l'adoption par le Conseil de sécurité de plusieurs résolutions demandant à la Puissance occupante de se conformer aux instruments internationaux et aux résolutions de l'ONU pertinents, Israël continuait de recourir à la force militaire contre les Palestiniens et de lancer des attaques armées menaçant l'intégrité et la souveraineté des pays de la région.

22. La situation actuelle exigeait l'adoption de mesures visant à protéger le peuple palestinien vivant sous l'occupation, à garantir la sûreté et la sécurité comme les droits au regard de la loi et les droits individuels des réfugiés



palestiniens dans tous les territoires sous occupation israélienne, et à soulager leurs souffrances. Parallèlement, il convenait aussi de lancer d'urgence une action internationale collective, efficace et soutenue pour s'attaquer au coeur du problème - la cessation de l'occupation par Israël des territoires palestiniens et autres territoires arabes et la réalisation des droits inaliénables du peuple palestinien. Le Comité était profondément convaincu que seule l'ONU, notamment le Conseil de sécurité, pouvait fournir un cadre juridique et politique acceptable aux parties au conflit et à la grande majorité de la communauté internationale, qui permettrait aux négociations de se dérouler dans le plein respect des principes reconnus sur le plan international et sur la base de l'égalité de toutes les parties intéressées.

#### Message du Président du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine

23. M. Jamal Sourani, membre du Comité exécutif de l'OLP, a donné lecture d'un message de M. Yasser Arafat, Président du Comité exécutif de l'OLP. Dans ce message, ce dernier exprimait sa gratitude à tous les Etats et peuples qui défendaient la cause palestinienne et soutenaient l'initiative de paix lancée à la dix-neuvième session extraordinaire du Conseil national palestinien.

24. Cette initiative de paix était le point culminant de la lutte que continuait de mener le peuple palestinien pour sa libération et de la grande Intifada qui embrasait l'ensemble du territoire palestinien occupé, affrontant les forces d'occupation israéliennes et défiant la politique et les pratiques répressives du Gouvernement israélien; elle était aussi l'expression de la volonté et de la détermination qu'avait le peuple palestinien d'instaurer la paix. Alors que la population du territoire palestinien occupé, en butte à la répression, à l'oppression et à la terreur sioniste officielle des forces d'occupation israéliennes, avait opté pour une stratégie de paix, l'ennemi sioniste avait choisi l'injustice, l'obstination et l'arrogance brutale, menant une politique d'agression et déniait au peuple palestinien ses droits nationaux inaliénables.

25. L'initiative de paix avait été suivie d'événements importants, notamment les déclarations de nombreux pays du monde tendant à reconnaître l'Etat palestinien indépendant, les résolutions adoptées par l'Assemblée générale à sa dernière session, par lesquelles celle-ci donnait à la Palestine le statut d'observateur auprès de l'ONU et enfin l'appui dont bénéficiait l'appel à la convocation d'une conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient. Cette initiative avait également été suivie d'une évolution positive de la position des Etats-Unis, comme en témoignait leur décision d'engager le dialogue avec l'OLP, qui constituait une étape essentielle et constructive sur la voie de la paix au Moyen-Orient.

26. Ces événements importants soulignaient la nécessité pressante pour la communauté internationale, et en particulier pour les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, de continuer à promouvoir le processus de paix et d'adopter la proposition, avancée à Genève, de créer un comité préparatoire de la Conférence internationale. Les événements qui se produisaient à l'intérieur du territoire occupé, notamment la poursuite de la répression brutale du peuple palestinien désarmé exercée par Israël, soulignaient aussi combien il était urgent de placer le

territoire palestinien occupé sous la supervision temporaire de l'ONU, en vue de mettre un terme à son occupation et aux douleurs et souffrances de son peuple en traduisant dans les faits la création de l'Etat indépendant de Palestine sur son propre sol, avec Jérusalem comme capitale.

#### Autres déclarations

27. M. Abdel Ahad Gamal El Din, Président du Conseil suprême de la jeunesse et des sports de la République arabe d'Egypte et Président de l'Association égyptienne pour les Nations Unies, s'est fait l'écho de l'entière solidarité des organisations gouvernementales et non gouvernementales, des institutions africaines et de nombreuses personnalités du monde entier avec le peuple palestinien dans ses efforts pour réaliser bientôt ses droits légitimes. L'Association égyptienne pour les Nations Unies continuerait de tout faire pour aider le peuple palestinien dans cette tâche. Elle continuerait d'organiser des réunions et conférences en diverses occasions afin d'instruire et d'informer le public sur la question de Palestine et les activités de l'ONU à cet égard. Elle contacterait aussi d'autres associations pour les Nations Unies et ONG dans ce même but. L'Association était convaincue qu'un programme d'action concret, dont l'objectif serait d'aider à faire cesser les violations des droits des Palestiniens par Israël et d'appuyer l'Intifada, pouvait être mis sur pied et exécuté.

28. M. Morad Ghaleb, Président de l'Organisation de la solidarité des peuples afro-asiatiques, a déclaré que les événements locaux et internationaux laissaient penser et espérer qu'une occasion historique s'était présentée d'instaurer une paix juste et durable, de régler 40 ans de conflit et de mettre fin aux souffrances causées par les guerres et la déstabilisation.

29. Le peuple palestinien avait formulé son programme de paix à la dix-neuvième session extraordinaire du Conseil national palestinien et le Président du Comité exécutif de l'OLP avait renouvelé à Genève son appel à la paix.

30. Le monde entier était convaincu que le peuple palestinien et son seul représentant légitime, l'OLP, avaient fait tout ce qui était en leur pouvoir pour parvenir à un règlement pacifique du conflit. Il fallait donc demander à Israël de participer sincèrement au processus de paix et d'accepter la convocation d'une conférence internationale de la paix efficace et dotée du mandat voulu.

31. Les ONG ne ménageraient rien pour renforcer la solidarité avec le peuple palestinien, qui menait une juste lutte pour la réalisation de ses droits légitimes, et pour susciter un appui à l'initiative de paix palestinienne représentée en particulier par les résolutions de la dix-neuvième session du Conseil national palestinien et l'allocution prononcée par le Président Arafat devant l'Assemblée générale des Nations Unies à Genève. Ce faisant, elles s'efforceraient d'oeuvrer en pleine coopération avec les organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales.

32. M. Tesfaye Tadesse (Ethiopie), Président du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, a souligné que les objectifs

fondamentaux de l'ONU s'agissant de la question de la Palestine, étaient les suivants : réalisation rapide et entière du droit inaliénable du peuple palestinien à l'autodétermination, à l'indépendance nationale et à la création de son Etat souverain, et rétablissement du droit des Palestiniens à retrouver leur pays, leur foyer et leurs biens, qu'ils ont été contraints d'abandonner après avoir été déplacés et déracinés sans pitié. Ces objectifs ont été récemment entérinés par la communauté internationale aux réunions de Genève sur la question de Palestine.

33. On ne soulignera jamais assez la nécessité impérieuse pour chacun de faire preuve de la volonté politique requise et de ne ménager aucun effort pour que la Conférence internationale de la paix se tienne effectivement dans les plus brefs délais. Il était grand temps d'entreprendre une action concertée en vue de persuader les partisans d'Israël d'obliger celui-ci à appliquer les résolutions pertinentes de l'ONU et à se soumettre à la volonté de la communauté internationale.

34. Les récents événements du Moyen-Orient, notamment l'attitude positive de l'OLP à l'égard d'un règlement du problème, le soulèvement du peuple palestinien et les pertes en vies humaines et dégâts matériels qui continuaient de se produire dans le territoire arabe occupé, avaient troublé davantage la conscience de la communauté internationale et la résistance palestinienne s'étaient acquis son appui et sa sympathie. Avec la volonté et l'engagement indispensables de tous les intéressés et les efforts continus du Secrétaire général, il n'était pas impossible que, bientôt, le peuple palestinien exerce librement ses droits naturels, notamment son droit inaliénable à l'autodétermination dans le cadre d'un règlement global fondé sur les résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité.

35. Le Comité spécial attachait une grande importance à la mobilisation de l'opinion internationale en vue de la réalisation des objectifs de l'ONU concernant la question de l'autodétermination de tous les peuples sous domination étrangère ou coloniale. Il était profondément conscient de la force que pouvait avoir une opinion publique mondiale vigilante et informée dans la lutte contre l'injustice, l'oppression et la domination étrangère ou coloniale.

36. M. Agus Tarmidzi (Indonésie), prenant la parole au nom du Comité spécial contre l'apartheid, a souligné que l'on constatait des signes encourageants de nouvelles possibilités de parvenir à un règlement durable et pacifique du conflit par la négociation lors d'une conférence de la paix sur le Moyen-Orient tenue sous les auspices des Nations Unies. A l'autre bout du continent africain, cependant, on ne constatait aucun progrès sur le front international pour ce qui était d'éliminer la politique et les pratiques d'apartheid menées par l'Afrique du Sud à l'encontre de sa population en majorité noire. La communauté internationale se féliciterait d'un apaisement des tensions dans les deux régions, qui permettrait de résoudre les conflits et de renforcer ainsi pour tous les chances de vivre dans la paix, la sécurité et l'harmonie.

37. Les meurtres arbitraires d'hommes, de femmes et d'enfants, la violence aveugle et la torture étaient les principales caractéristiques des politiques de Tel-Aviv et Pretoria dans leurs tentatives désespérées mais vaines d'écraser l'Intifada héroïque et l'opposition à l'apartheid. On ne pouvait oublier que les deux régimes appliquaient des politiques et des pratiques analogues et bénéficiaient de la

tolérance, sinon de l'appui, de quelques milieux influents. A l'annexe de son rapport annuel à l'Assemblée générale, le Comité spécial présentait une vue d'ensemble de l'évolution récente des relations entre l'Afrique du Sud et Israël, qui montrait que la collaboration militaire entre les deux pays se poursuivait. Le resserrement des relations entre Israël et l'Afrique du Sud, notamment dans le domaine militaire, ne pouvait que préoccuper profondément la communauté internationale. Cette collaboration dépassait maintenant le commerce des armes et le perfectionnement des systèmes d'armes du régime d'apartheid et allait jusqu'à la fourniture d'instructeurs et de conseillers aux forces militaires sud-africaines et à leurs agents. En conséquence, la situation des Palestiniens et des Noirs sud-africains continuait de se détériorer.

38. Le Comité spécial se félicitait des résultats de la récente session du Conseil national palestinien tenue à Alger et adressait ses meilleurs voeux au nouvel Etat palestinien. Il félicitait l'OLP et ses dirigeants d'avoir réussi à dégager les obstacles posés sur la voie d'un règlement négocié du conflit. Le Comité espérait que l'amélioration des perspectives d'un règlement juste des conflits régionaux se confirmerait et créerait de nouvelles possibilités en vue d'intensifier également la recherche d'une solution juste, pacifique et négociée au conflit interne en Afrique du Sud, solution qui devait comprendre l'élimination totale de l'apartheid et l'instauration d'une société démocratique, non raciale, sur la base du gouvernement par la majorité.

39. Le Séminaire a reçu un message de M. Daya Perera, Président du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés, dans lequel celui-ci déclarait que le Comité, dans son dernier rapport à l'Assemblée générale (A/43/694), était parvenu à la conclusion qu'un examen d'ensemble faisait apparaître une nouvelle phase dans l'évolution de la situation des territoires occupés. Cette nouvelle phase, qui découlait d'une réalité fondamentale, à savoir que l'occupation elle-même constituait une violation des droits de l'homme, coïncidait avec le début du soulèvement de la population palestinienne contre l'occupation. Elle était caractérisée par une explosion de violence sans précédent et des mesures de répression qui provoquaient des troubles et des accrochages incessants ainsi que par de lourdes pertes parmi la population civile. Plusieurs centaines de Palestiniens avaient été tués, diverses formes de châtiments collectifs avaient été appliquées à maintes reprises à l'encontre de civils, la liberté d'expression avait été considérablement restreinte, et des mesures avaient été prises pour empêcher les médias de rendre compte correctement des événements relatifs au soulèvement ou limiter leur liberté d'action, par exemple en déclarant des localités entières "zones militaires interdites".

40. L'application de ces mesures et la multiplication des actes de violence et d'agression commis par des colons israéliens contre des civils palestiniens au cours de la période considérée avaient contribué à accentuer la détérioration de l'atmosphère de tension qui pesait sur les territoires occupés. Eu égard à cette situation tragique, le Comité spécial lançait un nouvel appel à la communauté internationale pour qu'elle prenne d'urgence des mesures afin d'assurer le rétablissement des droits fondamentaux dont la population civile palestinienne avait été si longtemps privée.

41. M. Al Mamoun Keita (Mali), prenant la parole au nom du Président de la République du Mali exerçant la présidence de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), a déclaré que la question de Palestine avait atteint le point de non-retour. Le terme Intifada était maintenant passé dans le vocabulaire courant. Les nations africaines étaient invitées à réaffirmer leur appui à la juste lutte menée par le peuple palestinien sous la direction de l'OLP. Le Mali avait été le premier pays à reconnaître le nouvel Etat palestinien.

42. Il était urgent de convoquer la Conférence internationale de la paix demandée par l'Assemblée générale. Il serait difficile de convaincre les Gouvernements israélien et américain d'abandonner leurs réserves sur la tenue de cette conférence, mais M. Al Mamoun Keita espérait que les contacts qui venaient d'être établis entre les Etats-Unis et l'OLP auraient des résultats positifs. L'importance de la solidarité afro-arabe dans les efforts visant à libérer les peuples de Palestine et d'Afrique du Sud ne pouvait être surestimée.

43. A la 3e séance, M. Muhammed AL-Farra, Secrétaire général adjoint de la Ligue des Etats arabes, a, dans sa déclaration, exprimé l'espoir que les acquis politiques ne conduiraient pas à passer sous silence les tentatives d'Israël pour placer sous sa domination absolue les territoires occupés et en exploiter les ressources. Décontenancé devant l'Intifada, Israël avait intensifié sa politique armée d'oppression et d'occupation, mesures qui n'avaient fait que renforcer la détermination des Palestiniens de l'Intifada à résister aussi longtemps qu'il le faudrait.

44. Israël tentait de créer un fait accompli qui empêcherait la tenue de la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient. Même si cette conférence devait se tenir, Israël ne désirait pas qu'elle atteigne l'objectif en vue duquel elle aurait été convoquée. Cette conférence n'était pas une fin en soi mais plutôt le moyen d'atteindre un but. L'attention du monde devait être attirée sur ce fait et le Conseil de sécurité, notamment ses cinq membres permanents, devait agir sans tarder pour faciliter le processus de paix. Il fallait faire comprendre à Israël qu'il devait renoncer à appliquer la loi de la jungle et que les peuples de la région aspiraient à vivre dans la paix et la sécurité.

45. Il se présentait une possibilité historique, qu'il ne fallait pas laisser échapper, de mettre fin au dangereux conflit qui pouvait mener toute l'humanité à une situation extrêmement périlleuse. Il était grand temps que la communauté internationale affirme sa volonté, exprimée par l'Assemblée générale de l'ONU, et lui donne une expression concrète en prenant des mesures appropriées pour mettre un terme à la tragédie du peuple palestinien en lui permettant d'exercer ses droits nationaux, comme tous les autres peuples. L'OLP avait pris une décision claire en faisant proclamer, le 15 novembre 1988, par le Conseil national palestinien un Etat palestinien qui a été reconnu par plus de 70 Etats. Il appartenait maintenant à l'ONU d'assumer ses responsabilités en autorisant le peuple palestinien à exercer sa souveraineté sur son territoire national.

46. A la 4ème séance, M. Sherif Refaat (Egypte), représentant le Conseil des Nations Unies pour la Namibie, a déclaré que le Conseil estimait qu'il n'y avait d'autre issue aux problèmes du Moyen-Orient qu'une solution juste de la question de

la Palestine et que l'absence de solution à cette question continuerait d'aggraver la situation et d'intensifier les conflits dans la région, ainsi que de compromettre la paix et la sécurité internationales.

47. La question de Palestine constituait un défi pour l'ONU. Si elle réussissait à la résoudre, la preuve serait faite que la diplomatie multilatérale pouvait aboutir à des succès considérables au service des principes et buts de la Charte des Nations Unies et confirmer la primauté du droit. Toutefois, les approches du règlement de la question de la Palestine avaient été contrariées par Israël. Celui-ci remplaçait la "règle de droit" par la "loi du plus fort". La politique annexionniste et expansionniste de ce pays se passait de commentaires.

48. La communauté internationale avait récemment constaté que les efforts visant à apporter des solutions pacifiques à un certain nombre de problèmes internationaux avaient donné des résultats positifs. Une bonne partie de ce succès a été attribuée à l'action inlassable entreprise par l'ONU et son Secrétaire général. Le Conseil pour la Namibie espérait qu'étant donné la conjoncture internationale favorable, ces efforts continueraient d'être fructueux et conduiraient à un monde meilleur.

49. Le Séminaire a également reçu un message de félicitation de l'Organisation de la Conférence islamique.

#### Message adressé par le Séminaire

50. Le Séminaire a adopté le texte d'un message qu'il a adressé à M. Yasser Arafat, Président du Comité exécutif de l'OLP (annexe I), et une motion de remerciements au Gouvernement et au peuple de la République arabe d'Egypte (annexe II).

#### B. TABLES RONDES

51. Trois tables rondes ont été organisées. Leurs thèmes et les noms des experts qui y ont participé sont indiqués ci-après :

- a) "Le soulèvement dans les territoires palestiniens occupés : la nécessité de convoquer d'urgence la conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient, conformément aux résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies";

M. Lotfy El-Kholy (Egypte), M. Rafael Estrella (Espagne), M. Y. V. Glukhov (Union des Républiques socialistes soviétiques), M. Corentin Hervo-Akendengue (Gabon), M. Al Mamoun Keita (Mali), M. Jonathan Kuttat (Palestinien), M. Salah Ladgham (Tunisie), M. Ibbo Mandaza (Zimbabwe), M. Ahmed Osman (Egypte), M. S. Amos Wako (Kenya).

- b) "Le rôle de l'Organisation de libération de la Palestine";

M. Nabil Sha'ath (Palestinien)

- c) "La mobilisation de l'opinion publique africaine en vue de la réalisation des droits inaliénables du peuple palestinien";

M. Farouk Abu Eissa (Soudan), M. Donald Betz (Etats-Unis), M. Gipu Felix-George (Sierra Leone), M. Mohamed El-Sayed Gallab (Egypte), M. Gora Ibrahim (Afrique du Sud), M. Latyr Kamara (Sénégal), M. Gabrallah Khamsin (Soudan), M. Assih Kossi (Togo), M. Dikhigang Masemola (Afrique du Sud), Mme Ruth Neto (Angola), M. Gesaya Nyama (Namibie), M. Abdel Moneim Said (Egypte).

52. Les participants ont établi des résumés rendant compte des exposés et des débats sur ces trois thèmes. Le Séminaire a décidé de les inclure dans son rapport.

Table ronde I : "Le soulèvement dans les territoires palestiniens occupés : la nécessité de convoquer d'urgence la conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient, conformément aux résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies"

53. Bien que la situation soit fort complexe, jamais les possibilités de régler l'un des conflits régionaux les plus longs et de convoquer la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient n'avaient été aussi grandes. A sa dix-neuvième session extraordinaire, tenue en novembre 1988 à Alger, le Conseil national palestinien avait pris des mesures pragmatiques importantes en vue de créer des conditions plus favorables à un déblocage du conflit israélo-arabe et à une solution du problème qui est à son origine, la question de Palestine.

54. Le soulèvement palestinien dans les territoires occupés - l'Intifada - avait clairement montré que le peuple palestinien était déterminé à mettre fin à la dénomination et à l'occupation israéliennes et à exercer librement ses droits nationaux légitimes. L'Intifada était un mouvement spontané irrésistible en réaction à la politique de l'occupant israélien et aux pratiques auxquelles il se livrait depuis plus de 21 ans. Il avait mis en évidence le caractère anormal d'une situation, où les droits aliénables de tout un peuple étaient déniés et ses terres occupées dans des conditions d'oppression inacceptables, marquées par de flagrantes violations des droits de l'homme.

55. On a émis l'opinion que l'Intifada, qui était dans sa deuxième année, avait braqué l'attention du monde sur le conflit israélo-arabe et la question de Palestine, qui était au coeur de ce conflit. La situation dans les territoires occupés, notamment pour les jeunes générations, était sans issue.

56. Les pratiques répressives des autorités militaires - détention administrative, assignations à résidence, tortures, expulsions, démolitions de maisons et châtiments collectifs - avaient été maintes fois condamnées par l'Organisation des Nations Unies comme étant contraires aux dispositions de la quatrième Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre.

57. L'Intifada, qui mobilisait les Palestiniens vivant sous l'occupation et en exil, avait déjà largement entamé les bases de l'occupation militaire et sa doctrine politique; elle avait contribué dans une grande mesure à l'émergence de structures sociales, économiques et politiques parallèles dont les capacités d'organisation et de gestion ne cessaient de se renforcer, constituant un véritable défi pour les autorités d'occupation et leur aptitude à maintenir le statu quo. Ces nouvelles réalités avaient contribué à restituer à la question de Palestine sa place centrale dans le conflit du Moyen-Orient.

58. Des comités et commissions de coordination et de maintien de l'ordre et des organisations chargées de subvenir aux besoins de la population (vivres, assistance médicale, etc.) s'étaient formés et étaient très actifs dans les territoires occupés. Ils opéraient sous la bannière de l'OLP et sous son autorité. A lui seul, ce phénomène montrait clairement qu'aucun règlement de la question de Palestine et du conflit du Moyen-Orient n'était possible sans la participation de l'Organisation, le seul représentant légitime du peuple palestinien.

59. La question de Palestine était indissolublement liée à l'activité de l'ONU. Le 29 novembre 1947, l'Assemblée générale avait adopté la résolution 181 (II), mettant fin au mandat britannique et créant deux Etats, un Etat arabe et un Etat juif. Jérusalem devait être une entité séparée placée sous un régime international spécial. L'unité économique et les droits fondamentaux devaient être garantis. Mais plus de 40 ans après son adoption, la résolution n'avait pas encore été pleinement appliquée. En fait, elle ne l'était qu'en ce qui concerne la création de l'Etat juif mais il fallait, pour que son application soit complète, qu'un Etat arabe soit établi.

60. La Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient avait été considérée indispensable à l'instauration d'une paix juste, globale et durable dans la région; elle bénéficiait en fait d'un vaste appui parmi les membres de la communauté internationale. Si celle-ci était déterminée à la convoquer, ce n'était pas pour plaire ou déplaire à telle ou telle partie au conflit. Ses appels répétés à cet effet étaient motivés par des facteurs objectifs et par le fait que la formule de la conférence présentait de multiples avantages.

61. La question de Palestine, que la Conférence aurait à examiner, n'était pas un simple conflit bilatéral entre deux protagonistes locaux, ni un problème strictement régional. Elle avait constitué une menace pour la paix et la sécurité internationales dans le passé et pourrait les menacer de nouveau à l'avenir. Les graves conséquences stratégiques, politiques et économiques du conflit du Moyen-Orient n'épargnaient les intérêts de personne : ni ceux des membres du Conseil de sécurité, ni ceux des pays européens, africains, asiatiques et latino-américains.

62. Les résultats de la dix-neuvième session extraordinaire du Conseil national palestinien, à savoir la proclamation d'un Etat palestinien indépendant et l'initiative de paix palestinienne, étaient la conséquence logique de l'Intifada. Ils avaient créé des conditions favorables à un règlement pacifique de la question de Palestine, fondé sur les résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité et l'exercice par le peuple palestinien de ses droits nationaux légitimes, plaçant ainsi l'action palestinienne à l'avant-garde des efforts en vue de l'instauration d'une paix juste et globale dans la région.

63. La position clairement exposée par M. Yasser Arafat dans la déclaration qu'il a faite à l'Assemblée générale des Nations Unies à Genève, le 13 décembre 1988, et celles qu'il avait faites à la presse le 14 décembre 1988, avaient mis encore une fois en évidence la maturité de la direction palestinienne, son pragmatisme, son objectivité, la sincérité de ses intentions pacifiques et son souci d'oeuvrer pour que les peuples de la région aient un avenir meilleur. Elles ouvraient de réelles



perspectives de paix pour la région et l'impulsion qu'elles avaient imprimée devrait être accentuée et utilisée pour promouvoir les efforts visant à établir dans les meilleurs délais, une paix juste et globale dans la région.

64. Les résolutions 43/175, 43/176 et 43/177 adoptées par l'Assemblée générale le 15 décembre 1988 ont été considérées comme capitales car elles permettraient à la communauté internationale de progresser vers un consensus sur ce problème crucial. Elles étaient caractérisées par la modération et l'objectivité. Le Séminaire a appuyé l'appel de l'Assemblée générale en faveur de la convocation d'une conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient, sous les auspices des Nations Unies, avec la participation de toutes les parties au conflit, y compris l'OLP, sur un pied d'égalité, et des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, conformément aux résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil et aux droits nationaux légitimes du peuple palestinien, en particulier son droit à l'autodétermination.

65. Les participants ont également souscrit aux principes devant présider à l'établissement d'une paix globale tel qu'ils étaient énoncés dans la résolution 43/176, à savoir : a) Le retrait d'Israël du territoire palestinien occupé depuis 1967, y compris Jérusalem, et des autres territoires arabes occupés; b) Des accords garantissant la sécurité de tous les Etats de la région, y compris ceux qui sont nommés dans la résolution 181 (II) de l'Assemblée, en date du 28 novembre 1987, à l'intérieur de frontières sûres et internationalement reconnues; c) Le règlement du problème des réfugiés de Palestine, conformément à sa résolution 194 (III) du 11 décembre 1948, et aux autres résolutions pertinentes adoptées depuis; d) Le démantèlement des colonies de peuplement israéliennes dans les territoires occupés depuis 1967; e) La garantie de la liberté d'accès aux Lieux saints et aux édifices et sites religieux.

66. Le Séminaire a considéré comme un événement positif la décision du Gouvernement américain d'entamer un dialogue sur les questions de fond avec l'OLP. On a exprimé l'espoir que ce dialogue contribuerait à la convocation rapide de la Conférence internationale de paix sur le Moyen-Orient.

67. Afin de traduire en actes les faits positifs nouveaux survenus dans le cadre de la question de Palestine, les participants ont estimé que les membres permanents du Conseil de sécurité devraient immédiatement se consulter et engager des consultations avec les parties au conflit en vue de prendre des dispositions nécessaires pour convoquer rapidement la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient conformément à la résolution 43/176 de l'Assemblée générale.

68. En ce qui concerne les justes aspirations du peuple palestinien et, en particulier, de ceux qui résistent à l'occupation israélienne, les participants ont exprimé leur conviction que la communauté internationale devrait entreprendre une action concrète pour :

a) Parvenir à un règlement global, juste et durable de la question de Palestine en convoquant rapidement une conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient, conformément à la résolution 43/176 de l'Assemblée générale;

b) Assurer la sécurité physique et la protection juridique de la population palestinienne dans le territoire palestinien occupé, notamment en envoyant sur place des observateurs internationaux;

c) Fournir une aide financière, juridique et morale en vue de la mise en place de l'infrastructure nécessaire à la prestation de services à la population palestinienne, infrastructure qui pourrait devenir celle de l'Etat palestinien.

69. La position d'Israël continuait d'être un obstacle à la convocation de la Conférence internationale de la paix. Il était évident que des éléments influents dans les milieux politiques et militaires israéliens s'opposaient à un règlement global négocié du conflit du Moyen-Orient. Face aux obstacles apparemment infranchissables dressés sur la voie de la paix par Israël, les Palestiniens des territoires occupés se dressaient de plus en plus nombreux, refusant d'accepter les conditions intolérables de l'occupation. Ceci, s'ajoutant à la prise de conscience du fait qu'il était vain et dangereux de tenter de garder illégalement des terres où les Israéliens étaient numériquement inférieurs face à une population qu'il n'était pas possible de soumettre par la force, a, pour la première fois, suscité dans l'esprit de nombreux Israéliens de sérieux doutes quant à la sagesse de la politique menée par leur gouvernement.

70. Le Séminaire a été informé de la position de la Communauté économique européenne (CEE) à l'égard du règlement de la question de Palestine et sur les mesures d'assistance à la population palestinienne sous occupation. Il s'est félicité de ce que les pays de la CEE avaient pour la première fois adopté une position commune et souscrit au consensus sur la résolution 43/176. Les participants ont, à cet égard, exprimé l'espoir que la Communauté et ses Etats membres prendraient collectivement et individuellement de nouvelles mesures propres à faciliter la convocation de la Conférence internationale de la paix. Ils ont été informés à ce propos de la décision d'envoyer dans la région une mission chargée d'engager des consultations avec les parties au conflit, y compris l'OLP, qui avait été prise par des ministres des affaires étrangères des pays membres de la CEE lors d'une réunion tenue le 19 décembre. On a émis l'avis que la Communauté devrait renforcer ses relations commerciales avec les territoires palestiniens occupés et veiller à ce que les exportations de ces territoires vers les pays de la CEE ne soient pas entravées par les autorités israéliennes.

#### Table ronde II : "Le rôle de l'Organisation de libération de la Palestine"

71. L'OLP était le mouvement de libération nationale du peuple palestinien et dirigeait sa lutte. A ce titre, l'Organisation avait pour rôle principal de canaliser les activités et les potentialités des Palestiniens et de les orienter vers la réalisation des droits inaliénables du peuple palestinien, à savoir son droit au retour et à l'autodétermination sur sa propre terre ainsi que son droit d'exercer sa souveraineté et de se doter de son propre Etat.

72. L'OLP avait, cependant, d'autres fonctions importantes à remplir en raison du caractère particulier de la tragédie palestinienne. A la différence des pays qui avaient subi le colonialisme classique, la Palestine était confrontée à un colonialisme de peuplement, les colons tentant de détruire la société palestinienne en déplaçant la population. L'envahisseur israélien avait cherché à démanteler les

fondements mêmes de la société palestinienne en tant que corps constitué et à détruire son identité nationale. Plus de 60 % des Palestiniens avaient été déracinés et dispersés à l'extérieur de la Palestine, dont un tiers dans des camps de réfugiés. Les 40 % restants étaient éparpillés entre les régions de la Palestine annexées à Israël en 1948 et les secteurs occupés en 1967.

73. L'OLP avait eu à assumer le rôle de dépositaire de l'identité palestinienne, un rôle de catalyseur qui a permis de mobiliser les énergies des Palestiniens et de piquer leur fierté et leur amour-propre.

74. L'OLP avait un autre rôle non moins important consistant à créer des institutions. Un tel processus était indispensable à l'édification d'une nation. L'OLP avait mis en place des institutions sociales, éducatives, sanitaires, artistiques, économiques et politiques dans les territoires occupés et à l'extérieur (dans les lieux d'exil des Palestiniens) afin de reconstruire la société palestinienne. Avec la poursuite de la lutte pour l'autodétermination, les besoins des communautés palestiniennes éparpillées à travers le monde et vivant sous l'occupation s'étaient accrus et multipliés.

75. L'OLP étant pratiquement devenue un prototype de gouvernement provisoire, avant même la proclamation d'un Etat palestinien, le rôle qu'elle jouait dans la mise en place d'institutions était particulièrement important. La nature du combat et le haut niveau d'instruction et de conscience politique des Palestiniens étaient devenus un terrain particulièrement favorable à l'émergence de partis politiques et de dirigeants attachés à la démocratie et la pratiquant. Des institutions démocratiques ont donc été mises en place à tous les échelons de l'OLP. Pour que les Palestiniens de la diaspora soient démocratiquement représentés, diverses formules avaient été utilisées, ce qui rendait les institutions politiques de l'OLP fort complexes. Des élections directes étaient organisées chaque fois que possible; il y avait également des élections par région géographique, des élections syndicales et des élections professionnelles. Il y avait une forte participation des partis au Conseil national palestinien, au Conseil central, au Comité exécutif et aux comités régionaux, la taille de chaque délégation de parti correspondant à l'importance de sa base populaire et à son influence parmi les Palestiniens.

76. La pratique de la démocratie dans les institutions de l'OLP avait contribué à renforcer l'identité palestinienne et permis de faire face aux multiples problèmes et besoins matériels du peuple palestinien.

77. L'OLP appuyait et protégeait les Palestiniens partout où elle en avait la possibilité et avait créé différentes institutions fonctionnelles pour répondre à leurs besoins. La pratique de la démocratie par les Palestiniens était toutefois subordonnée à la quête d'unité, ce qui avait amené l'OLP à s'efforcer d'adopter ses décisions à l'unanimité. Cela signifiait que le pouvoir des dirigeants palestiniens reposait sur la persuasion, le compromis et le consensus, ce qui permettait parfois à la minorité d'imposer son diktat.

78. L'Intifada de décembre 1987 qui continuait de s'intensifier et de se développer avait eu de profonds effets sur le rôle de l'OLP et ses mécanismes et structures politiques. Elle avait bouleversé les priorités de l'Organisation, redonné aux territoires palestiniens occupés leur place centrale et mis en évidence

la nécessité de leur apporter appui et protection. Tout en restant loyal et attaché à l'OLP, l'"intérieur" était devenu la force motrice et la source d'inspiration. L'Intifada avait contribué à l'émergence d'une conception politique plus pragmatique et souple, dont l'initiative de paix était la résultante.

79. L'attachement à l'unité engendré par l'Intifada était si tenace qu'il avait eu pour effet de conférer aux mécanismes politiques de l'OLP, en butte à la paralysie qui caractérisait la prise de décision à l'unanimité, l'efficacité qui était la marque d'une démocratie fondée sur le pouvoir de la majorité. A sa réunion d'Alger, en novembre 1988, le Conseil national palestinien avait mis à profit cette nouvelle approche pour adopter un plan de paix et proclamer l'Etat palestinien.

80. L'OLP s'orientait vers la constitution d'un gouvernement provisoire en tant que premier pas vers l'accession à une indépendance réelle sur le sol palestinien. Elle devait tirer le meilleur parti de l'attachement à l'identité palestinienne qu'elle avait inspiré, de l'entité palestinienne qu'elle avait créée et des institutions qu'elle avait mises en place. Tous ces éléments étaient importants pour l'édification de l'Etat. Les institutions sociales de l'OLP étaient axées sur la jeunesse et faisaient une large place à l'enseignement. Durant ses 25 années d'existence, l'OLP avait contribué à la formation de 250 000 personnes de haut niveau, ayant fait des études universitaires et qui avaient toutes les qualifications requises pour l'édification d'une nation. La lutte armée et politique de l'OLP l'avait habilitée à revendiquer les droits inaliénables du peuple palestinien et mise en position de les réaliser.

81. Toutefois, la Palestine n'était pas encore libérée, les Palestiniens étaient encore privés de leurs droits et leur existence était toujours menacée en raison de la brutalité et l'intransigeance d'Israël, que l'Amérique soutenait de toute sa puissance. Tant que ces obstacles majeurs n'auraient pas été levés, les Palestiniens et l'OLP auraient besoin de l'appui de tous les peuples et organismes épris de paix, et surtout de la protection de l'ONU et du soutien vital de toutes les ONG.

Table ronde III : "La mobilisation de l'opinion publique africaine en vue de la réalisation des droits inaliénables du peuple palestinien"

82. Les souffrances du peuple palestinien inspiraient aux peuples et aux gouvernements africains une profonde sympathie. Les pays africains appuyaient le combat du peuple palestinien depuis les toutes premières années de leur indépendance et accordaient en permanence une attention particulière à la question de Palestine.

83. Le peuple africain était lié au peuple palestinien par un ensemble de facteurs historiques, philosophiques, économiques, culturels et psychologiques. Les deux peuples luttait pour l'exercice de leurs droits de décider de leur avenir, de vivre dans la dignité et de prendre en main leur destinée. Ayant souffert de la domination coloniale pendant plus de 300 ans, les Africains ne pouvaient oublier que le peuple palestinien était lui aussi victime d'une inacceptable et injuste situation de facto, caractérisée par le déni arbitraire de ses droits fondamentaux, de son droit inaliénable de décider librement de son avenir et son droit à la souveraineté sur son propre sol.

84. Etant similaires de par leur nature, leur évolution et leurs pratiques, Israël et le régime d'apartheid sud-africain avaient été amenés à établir des relations privilégiées dans les domaines économique, technique et militaire. Leur coopération avait été étendue au domaine nucléaire, ce qui constituait une menace supplémentaire pour la paix et la sécurité dans l'ensemble du continent africain et dans la région arabe tout entière.

85. Les relations entre les Etats membres de l'OUA et les Etats et peuples du Moyen-Orient, en particulier le peuple palestinien et son représentant, l'OLP, avaient été renforcées après la guerre de 1967. Pendant que l'OUA affrontait les dernières poches du colonialisme en Afrique australe, les Palestiniens souffraient toujours de l'oppression coloniale et militaire sur la terre de leurs ancêtres. Le conflit de 1967 avait préparé le terrain à l'établissement de relations solides entre les Etats membres de l'OUA et l'OLP.

86. Au niveau régional, les activités de l'OUA avaient grandement contribué à mobiliser l'opinion publique africaine et à la sensibiliser à la question de Palestine. La politique de l'OUA, qui était définie et régulièrement révisée par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'organisation, constituait le fondement de l'action des Etats et des organismes africains. Le fait que l'OLP jouissait du statut d'observateur à l'OUA et que la plupart des membres de cette organisation avaient immédiatement reconnu l'Etat palestinien proclamé par la dix-neuvième session extraordinaire du Conseil national palestinien étaient la preuve des liens étroits de solidarité unissant les deux organisations.

87. Les pays africains avaient activement contribué aux importants efforts entrepris par l'ONU pour instaurer la paix au Moyen-Orient et assurer la reconnaissance des droits inaliénables du peuple palestinien. Du fait de ses liens historiques étroits avec les Etats et les peuples du Moyen-Orient, dont le peuple palestinien, l'Afrique se trouvait dans une situation privilégiée qui lui permettait de participer activement aux efforts internationaux visant à accélérer le processus de paix au Moyen-Orient.

88. Les participants ont été informés des activités du Comité international de coordination des ONG pour la question de Palestine et des résultats de la cinquième Réunion internationale des ONG sur cette question, tenue à Genève en septembre 1988. A la suite de la Conférence internationale sur la question de Palestine tenue en 1983, un mouvement coordonné d'ONG s'occupant de la Palestine s'était constitué en étroite coopération avec l'ONU. Ses activités continuaient à se développer.

89. Les ONG devaient contribuer à tenir le public au courant de la situation des Palestiniens, que ce soit sous l'occupation ou dans les camps de réfugiés. L'opinion mondiale et les gouvernements devaient être informés et les secteurs concernés mobilisés autour d'un programme destiné à mettre fin à l'occupation et à appuyer un processus de paix viable fondé sur les résolutions de l'ONU. A cet égard, il fallait également chercher de nouveaux moyens de promouvoir la coopération entre les ONG africaines et celles d'autres régions. Un exemple d'initiative visant à mobiliser l'opinion africaine était la création en Egypte d'un comité national de soutien à l'Intifada palestinienne qui réunissait tous les

partis, les organes politiques et les syndicats égyptiens. Ce comité avait fourni une assistance matérielle et humanitaire aux Palestiniens dans le territoire occupé et publié un bulletin d'information sur les événements qui s'y déroulaient.

90. Les médias jouaient un rôle important dans la formation de l'opinion. Grâce à eux, le public était informé de l'évolution de la situation au Moyen-orient et des souffrances du peuple palestinien. La manière dont cette information était établie et transmise ainsi que l'environnement socio-politique des pays auxquels elle était destinée étaient importants. Les participants étaient d'avis qu'une information objective était indispensable à la mobilisation de l'opinion publique en vue d'un règlement juste, durable et global du conflit arabo-israélien.

91. Il fallait faire une plus large publicité à la situation régnant dans les territoires occupés et accorder plus d'attention aux différentes questions concernant divers secteurs de la société. Il fallait mobiliser les journalistes contre l'arrestation de leurs collègues en Israël ou dans les territoires occupés. Il fallait aussi sensibiliser davantage les intellectuels et les artistes à la persécution et à la discrimination dont étaient victimes leurs confrères palestiniens et juifs qui soutenaient la cause palestinienne.

92. De l'avis de divers participants, il fallait, dans le cadre des efforts visant à mobiliser davantage les gouvernements et l'opinion publique africains, consacrer une attention particulière aux parlements africains, les parlementaires étant en mesure d'y contribuer efficacement.

93. Si les droits nationaux légitimes du peuple palestinien étaient maintenant mieux compris, c'était aussi du fait des efforts soutenus et intensifs de l'ONU. Le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien a joué un rôle primordial dans ce domaine, organisant des séminaires, des colloques régionaux et des réunions internationales d'ONG. Il devrait intensifier ces efforts en tenant compte des événements récents, le but étant, notamment, de favoriser la convocation d'une conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient, conformément à la résolution 43/176 de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1988.

94. Les participants à la table ronde ont notamment souligné les points suivants :

a) Il était essentiel de renforcer les relations palestino-africaines. L'OUA constituait, à cet effet, un cadre idéal. Il importait également d'associer les organismes panafricains (syndicats, organisations de femmes, de juristes, de jeunes et d'étudiants, de journalistes, d'églises et autres) à cette action;

b) La promotion et le développement des relations politiques, économiques, sociales et culturelles entre les peuples africain et arabe devaient se faire dans le cadre de la coopération afro-arabe, des Nations Unies, de l'Organisation de la Conférence islamique et du Mouvement des pays non alignés;

c) Le Mouvement africain de solidarité avec la lutte du peuple palestinien devrait collaborer avec les gouvernements africains et mettre à profit les moyens dont ils disposaient (notamment les médias) et l'aide qu'ils pourraient fournir aux

ONG s'occupant de la question de Palestine. Il était également important d'obtenir le concours des partis politiques, des syndicats, des groupes religieux, des organisations de femmes, de jeunes et d'étudiants, des associations professionnelles et autres au niveau national;

d) Les médias, les responsables politiques et différents groupes africains devraient s'efforcer de mobiliser non seulement le peuple africain mais aussi les dirigeants des autres pays du monde, les institutions internationales et les groupes de pression privés, et montrer que l'Afrique se tenait fermement aux côtés des Palestiniens et qu'il était temps de mettre fin au déni des droits inaliénables du peuple palestinien.

### C. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

95. Les participants au Séminaire se sont déclarés persuadés que les événements récents concernant le conflit arabo-israélien, au coeur duquel se trouvait la question de Palestine, avaient relancé la recherche d'une solution à ce conflit complexe et dangereux conformément aux résolutions de l'Organisation des Nations Unies et dans le cadre de celle-ci. Cette évolution était due essentiellement à la lutte courageuse et résolue que menait le peuple palestinien pour obtenir et exercer ses droits inaliénables, et surtout son droit à l'autodétermination, comme il ressortait dramatiquement de la poursuite de l'Intifada dans le territoire palestinien occupé. Elle avait été facilitée par un climat international favorable, caractérisé par une coopération croissante et par la volonté politique de régler pacifiquement les conflits régionaux au moyen de négociations.

96. Les participants se sont félicités des résultats de la dix-neuvième session extraordinaire du Conseil national palestinien tenue à Alger, et en particulier de la proclamation d'un Etat palestinien indépendant, qui constituaient une contribution positive à un règlement pacifique du conflit dans la région. La décision adoptée par le Conseil national palestinien et la position exposée par M. Yasser Arafat, Président du Comité exécutif de l'OLP, dans la déclaration qu'il avait faite à l'Assemblée générale des Nations Unies le 13 décembre 1988, ainsi que devant d'autres instances, constituaient d'importants jalons dans les tentatives faites par la communauté internationale pour parvenir à un règlement d'ensemble, juste et durable de la question de Palestine, qui s'étaient traduites par un soutien accru de tous les secteurs de la communauté internationale à la convocation de la conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient et qui avaient permis d'amorcer un dialogue entre les Etats-Unis et l'OLP. La décision du Gouvernement des Etats-Unis d'établir des contacts avec l'OLP et de participer à un dialogue de fond avec celle-ci a été accueillie comme un fait positif, et l'on a exprimé l'espoir que ces contacts aboutiraient à une évolution concrète et à un règlement d'ensemble du conflit.

97. Les participants sont convenus qu'il appartenait maintenant au Gouvernement israélien de répondre positivement à la position prise par l'OLP, qui avait reçu un accueil favorable et les louanges de la communauté internationale. Israël ne pouvait plus ignorer les aspirations nationales des Palestiniens dans le territoire palestinien occupé. L'Intifada du peuple palestinien, qui était entrée dans sa deuxième année le 9 décembre 1988, confirmait sans aucun doute possible que les

Palestiniens étaient résolus à rejeter l'occupation par Israël du territoire palestinien occupé depuis 1965, à y résister et à y mettre fin. La proclamation de l'Etat palestinien indépendant par la dix-neuvième session extraordinaire du Conseil national palestinien avait reçu le soutien enthousiaste d'une majorité écrasante d'Etats. Les mêmes Etats avaient salué cette proclamation comme une contribution concrète à la paix. Il était significatif qu'un grand nombre d'Etats aient déjà officiellement reconnu l'Etat palestinien proclamé à Alger le 15 novembre 1988.

98. Le Séminaire a pris note et s'est félicité des résolutions adoptées par la quarante-troisième session de l'Assemblée générale le 15 décembre 1988 à Genève sur la "Question de Palestine". En particulier, il a noté avec satisfaction que l'Assemblée demandait que soit convoquée la conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient, sous les auspices des Nations Unies, avec la participation de toutes les parties au conflit, y compris l'Organisation de libération de la Palestine, sur un pied d'égalité, et des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, conformément aux résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité et aux droits nationaux légitimes du peuple palestinien, en particulier le droit à l'autodétermination. Il a appuyé sans réserve les principes énoncés au paragraphe 3 de la résolution 43/176 du 15 décembre 1988, comme devant présider à l'établissement d'une paix globale. Conscients du rôle du Conseil de sécurité en ce qui concerne le maintien de la paix et de la sécurité internationales, les participants au Séminaire ont souscrit à la demande adressée au Conseil d'examiner les mesures nécessaires pour convoquer la conférence internationale de la paix au Moyen-Orient, y compris la création d'un comité préparatoire, et d'étudier les moyens de garantir les mesures de sécurité approuvées par la conférence pour tous les Etats de la région, ainsi que des mesures intérimaires pour assurer la sécurité physique des habitants des territoires occupés en attendant que l'accord se fasse sur un règlement d'ensemble définitif. Les participants ont estimé qu'il incombait maintenant à Israël d'accepter les termes d'un règlement durable et global, qui avaient été arrêtés par la communauté internationale tout entière, conformément aux résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité et aux droits nationaux légitimes du peuple palestinien, en particulier le droit à l'autodétermination.

99. Les participants se sont également félicités de la décision prise par l'Assemblée générale selon laquelle la désignation de "Palestine" devrait être employée au sein du système des Nations Unies au lieu de la désignation "Organisation de libération de la Palestine". Ils voyaient dans cette décision la reconnaissance des aspirations du peuple palestinien et la réaffirmation de l'OLP comme son seul représentant légitime, et aussi une approbation des mesures courageuses prises durant l'Intifada pour mettre fin à l'occupation et mettre en place l'infrastructure d'un Etat palestinien indépendant et souverain. Les participants ont demandé instamment que la communauté internationale fournisse toutes formes d'assistance au peuple palestinien dans ses efforts pour atteindre cet important objectif.

100. La communauté internationale était de plus en plus profondément convaincue de la nécessité de trouver un règlement politique juste, global et durable au conflit arabo-israélien. C'est ce dont témoignait l'appui croissant qu'elle apportait à la convocation de la conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient. Cet appui s'exprimait clairement dans la position qu'avaient adoptée le Mouvement des



pays non alignés, la Ligue des Etats arabes, l'Organisation de l'unité africaine (OUA), l'Organisation de la Conférence islamique, la Communauté européenne et les pays nordiques ainsi que l'URSS, la Chine et les autres pays socialistes. A cet égard, le Séminaire a noté avec satisfaction l'appui soutenu que les pays et les peuples d'Afrique ne cessaient d'apporter à l'exercice par le peuple palestinien de ses droits nationaux inaliénables et à la convocation de la conférence internationale de la paix.

101. Les participants ont noté qu'en dépit des très grands efforts faits pour apporter une solution au conflit arabo-israélien, la situation dans la région restait tendue. Elle était même aggravée par la répression brutale du soulèvement palestinien par Israël (recours à la force militaire, passages à tabac, mises en détention, expulsions, politiques consistant à maintenir illégalement et à étendre les colonies de peuplement juives ainsi qu'à confisquer les terres appartenant à des Arabes en s'appropriant les maigres ressources en eau dans les territoires palestiniens et arabes occupés). Par sa politique de la "poigne de fer", Israël avait étouffé encore plus rigoureusement toutes les manifestations de la vie politique, culturelle, sociale et économique du peuple palestinien. Il continuait de renforcer son emprise sur la quasi-totalité des aspects de la vie quotidienne, dans le but d'entraver le développement autonome du peuple palestinien dans les territoires occupés. Cette politique était contraire aux résolutions de l'Organisation des Nations Unies et aux Conventions de Genève de 1949, en particulier la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre (1949), ainsi qu'aux autres règles du droit international, et elle exacerbaient les tensions dans la région, faisant obstacle aux efforts entrepris pour parvenir à un règlement pacifique de la question de Palestine. Les participants ont noté en outre que ces violations massives des droits de l'homme n'étaient pas parvenues à mettre fin à l'Intifada et n'avaient guère de chance de permettre à Israël de réaliser ses desseins. Le fait qu'Israël persistait dans ses actes d'agression contre les Etats voisins, en particulier le Liban, compromettait la sécurité dans la région.

102. Les participants au Séminaire ont lancé un appel à l'Organisation des Nations Unies pour qu'elle prenne d'urgence des mesures pour protéger les Palestiniens vivant sous l'occupation, garantir la sécurité et les droits de l'homme, ainsi que les droits juridiques des réfugiés palestiniens dans tous les territoires sous occupation israélienne et alléger leurs souffrances. De surcroît, une assistance suffisante devrait être fournie régulièrement aux réfugiés palestiniens dans les pays voisins et les autres pays. Les organismes des Nations Unies ainsi que les organisations internationales, régionales et nationales devraient poursuivre et renforcer leur assistance humanitaire aux Palestiniens sous occupation et aux réfugiés palestiniens. En particulier, un soutien soutenu et accru devrait être acheminé par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, ainsi que par les ONG opérant directement dans les territoires occupés.

103. Le Séminaire a affirmé que le déni de l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien restait au coeur du conflit du Moyen-Orient et qu'il ne pourrait y avoir de paix d'ensemble juste et durable dans la région tant que le peuple palestinien n'exercerait pas intégralement ses droits et tant qu'Israël ne se retirerait pas du territoire palestinien occupé depuis 1967, y compris Jérusalem, et des autres territoires arabes occupés. Le Séminaire a en outre affirmé que

l'OLP était le seul représentant légitime du peuple palestinien et, en tant que tel, une partie essentielle à toutes négociations visant à régler le conflit par des moyens pacifiques.

104. Le Séminaire a pris acte avec gratitude des efforts faits par le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien pour obtenir la reconnaissance universelle des droits nationaux inaliénables du peuple palestinien, ainsi que des recommandations que le Comité avait faites dans son rapport en 1976 et que l'Assemblée générale des Nations Unies avait maintes fois approuvées depuis lors, lesquelles visaient à assurer l'exercice de ces droits par le peuple palestinien. Le Séminaire a également noté avec satisfaction l'appui croissant dont bénéficiait à l'Organisation des Nations Unies le programme d'action entrepris par le Comité. Il a prié instamment la communauté internationale de poursuivre et de renforcer son appui aux activités et aux initiatives du Comité, notamment à ses efforts visant à faciliter la convocation de la conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient.

105. La position des pays africains, exprimée dans les déclarations et résolutions de l'OUA, était une position de solidarité avec le peuple palestinien dans sa lutte pour l'exercice de ses droits inaliénables, en particulier le droit à l'autodétermination et le droit d'avoir son propre Etat, ainsi que de soutien de cette lutte. Beaucoup de participants ont établi des parallèles entre la cause du peuple palestinien et la lutte des peuples d'Afrique du Sud et de Namibie. Ils ont noté qu'alors même que la communauté internationale se félicitait de la signature des Accords de Brazzaville sur l'application de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité concernant la Namibie, l'Afrique du Sud poursuivait sa politique et ses pratiques abominables d'apartheid, que les participants condamnaient, et Israël persistait dans ses tentatives d'étouffer par la force brutale et par une politique d'oppression le soulèvement palestinien dans les territoires occupés. La politique d'Israël comme la politique d'apartheid de l'Afrique du Sud mettaient en danger la paix et la sécurité internationales et étaient une source de très vive préoccupation pour la communauté internationale. Les participants se sont déclarés préoccupés par la collaboration entre l'Afrique du Sud et Israël, qu'ils ont condamnée.

106. Le Séminaire a exprimé sa gratitude pour l'appui que l'OUA et les gouvernements et les peuples d'Afrique apportaient, tant au sein de l'Organisation des Nations Unies que dans d'autres instances, à la cause palestinienne et à l'instauration d'une paix juste et durable au Moyen-Orient. Il est convenu de la nécessité de poursuivre et d'intensifier les efforts en vue de mobiliser l'appui des gouvernements et de l'opinion publique en Afrique par le biais des médias et des activités des ONG. Les participants ont été d'avis qu'il fallait développer la coopération entre les organisations, les syndicats, les groupes de solidarité, etc., africains ainsi qu'entre ceux-ci et leurs homologues dans les autres régions. L'Organisation des Nations Unies devait faire de nouveaux efforts pour diffuser des informations factuelles et à jour sur la question de Palestine et les mesures à prendre pour parvenir à un juste règlement de la question de Palestine. Le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien et la Division des droits des Palestiniens avaient un rôle important à jouer dans la diffusion de ces informations. De plus, le Département de l'information de l'ONU ne devait ménager aucun effort pour assurer la diffusion la plus large possible d'informations exactes sur la question de Palestine.

II

DEUXIEME COLLOQUE REGIONAL DES ONG D'AFRIQUE SUR LA QUESTION  
DE PALESTINE, ORGANISE SOUS LES AUSPICES DES NATIONS UNIES

LE CAIRE (EGYPTE)

(18-21 décembre 1988)

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragrapbes</u>	<u>Pages</u>
INTRODUCTION .....	1 - 6	29
A. DECLARATIONS LIMINAIRES .....	7	29
B. TABLES RONDES .....	8	29
C. DECLARATION ADOPTEE PAR LE DEUXIEME COLLOQUE REGIONAL DES ONG D'AFRIQUE SUR LA QUESTION DE PALESTINE .....	9 - 26	30
D. COMITE AFRICAIN DE COORDINATION DES ONG SUR LA QUESTION DE PALESTINE .....		32
E. RAPPORTS DES ATELIERS .....		33

## INTRODUCTION

1. Le deuxième Colloque régional des ONG d'Afrique sur la question de Palestine s'est tenu, sous les auspices du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, à l'hôtel Ramsès Hilton au Caire (Egypte) du 18 au 21 décembre 1988, en application de la résolution 42/66 B du 2 décembre 1987. Il a eu lieu en même temps que le vingt et unième Séminaire des Nations Unies sur la question de Palestine (cinquième Séminaire régional pour l'Afrique), organisé sur le thème "Les droits inaliénables du peuple palestinien" (rapport ci-joint).

2. Le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien y était représenté par une délégation composée de Mme Absa Claude Diallo (Sénégal), Présidente, M. Alexander Borg Olivier (Malte), Rapporteur, M. Samuel R. Insanally (Guyana), M. Tom Obaleh Kargbo (Sierra Leone), M. Agus Tarmidzi (Indonésie) et M. Zehdi Labib Terzi (Palestine).

3. Ont participé au Colloque 50 organisations non gouvernementales, dont six de la Palestine en qualité d'observateur, ainsi que des observateurs de 51 gouvernements, de trois organes des Nations Unies, de trois institutions spécialisées et organismes des Nations Unies, de trois organisations intergouvernementales et de deux mouvements de libération nationale.

4. Trois tables rondes communes au Colloque et au Séminaire ont été constituées.

5. Deux ateliers concernant spécifiquement les activités des ONG ont été organisés sur les sujets suivants :

a) "Mobilisation et constitution de réseaux par les ONG africaines en vue de mettre fin aux violations par Israël des droits de l'homme des Palestiniens dans les territoires occupés et de promouvoir la protection internationale des Palestiniens sous l'occupation israélienne";

b) "Activités des ONG visant à mobiliser davantage l'opinion publique africaine et relation entre le soulèvement palestinien et la lutte des peuples de Namibie et d'Afrique du Sud".

6. Les participants au Colloque ont adopté une déclaration ainsi que les propositions pragmatiques formulées par les deux ateliers et ont élu les membres d'un Comité africain de coordination des ONG sur la question de Palestine.

### A. DECLARATIONS LIMINAIRES

7. On trouvera un résumé des déclarations liminaires dans le rapport ci-joint du vingt et unième Séminaire des Nations Unies sur la question de Palestine (par. 5 à 50).

### B. TABLES RONDES

8. Le rapport du vingt et unième Séminaire des Nations Unies sur la question de Palestine contient un résumé des communications qui ont été faites et des débats qui ont eu lieu (par. 51 à 94).

C. DECLARATION ADOPTEE PAR LE DEUXIEME COLLOQUE REGIONAL  
DES ONG D'AFRIQUE SUR LA QUESTION DE PALESTINE

9. Nous, organisations non gouvernementales (ONG) participant au deuxième Colloque régional des ONG d'Afrique sur la question de Palestine organisé sous les auspices des Nations Unies, sommes réunies au Caire à un moment historique où la lutte des Palestiniens pour l'autodétermination et l'indépendance est entrée dans une phase décisive. Nous saluons et soutenons la détermination du peuple palestinien dans sa quête de la libération nationale et ses efforts pour établir son propre Etat national indépendant et souverain.

10. Nous appuyons sans réserve le projet de paix énoncé à la dix-neuvième session extraordinaire du Conseil national palestinien, tenue du 13 au 15 novembre 1988 à Alger, tel qu'il est maintenant concrétisé dans les résolutions 43/176 et 43/177 de l'Assemblée générale des Nations Unies en date du 15 décembre 1988.

11. Plus précisément, nous nous félicitons de la proclamation historique de l'Etat de Palestine dans la ligne de la résolution 181 (II) de l'Assemblée générale et nous l'appuyons.

12. Nous demandons à tous les gouvernements qui n'ont pas reconnu le nouvel Etat de Palestine de le faire et engageons les organisations gouvernementales et non gouvernementales à apporter toutes formes d'assistance pour le renforcement des institutions pédagogiques, médicales, économiques et sociales dans les territoires occupés, ce qui est indispensable à l'établissement de l'Etat palestinien.

13. En outre, nous saluons la lutte menée par le peuple palestinien dans le cadre de l'Intifada, qui a maintenant plus d'un an, en tant qu'expression populaire de sa volonté irrépressible de créer les conditions de l'autodétermination et de l'indépendance. Nous demandons à la communauté internationale d'apporter un soutien inébranlable à l'Intifada et d'insister de concert pour qu'Israël mette fin à son occupation illégale et à ses violations flagrantes des droits de l'homme et cesse de dénier les droits inaliénables du peuple palestinien.

14. Nous demandons que la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient soit convoquée sans délai sous les auspices des Nations Unies, conformément aux principes directeurs énoncés dans les résolutions pertinentes de l'ONU, en particulier la résolution 43/176 du 15 décembre 1988.

15. Nous avons conscience des obstacles importants qui ont empêché jusqu'ici la convocation de la Conférence internationale de la paix, ainsi que des difficultés qui subsistent. Mais nous sommes unies dans notre détermination à surmonter tous les obstacles au processus de paix et à la convocation de la Conférence. Nous nous engageons à mobiliser l'opinion publique internationale en faveur de la Conférence internationale de la paix jusqu'à la convocation de celle-ci.

16. Nous réaffirmons que l'instauration de la paix au Moyen-Orient est impossible sans une solution juste du problème palestinien et reconnaissons que les efforts de paix au Moyen-Orient, particulièrement la nouvelle poussée d'autodétermination palestinienne traduisant un désir sincère de paix axée à la fois sur la compréhension des réalités et sur le respect de certains principes, facilitent une

/...

vaste initiative de paix internationale, dans laquelle ils s'inscrivent. Nous sommes fermement persuadés que l'indépendance et la paix pour la Palestine contribueraient positivement à la paix mondiale.

17. Nous condamnons la répression exercée sur la Rive occidentale et dans la bande de Gaza ainsi que l'escalade de cette répression. La communauté internationale doit, maintenant plus que jamais, suivre avec vigilance les violations des droits de l'homme perpétrées contre les Palestiniens.

18. C'est pourquoi, surtout eu égard à la légitimité internationale qu'a acquise la proclamation par le Conseil national palestinien d'un Etat palestinien qui devra être établi en territoire palestinien, nous demandons l'application immédiate de la résolution 43/176 de l'Assemblée générale des Nations Unies concernant le placement du territoire palestinien occupé par Israël depuis 1967 sous la supervision momentanée de l'Organisation des Nations Unies, dans le cadre du processus de paix. Cette importante présence internationale garantira la protection physique du peuple palestinien de la Rive occidentale et de la bande de Gaza. Il est demandé à l'Organisation des Nations Unies et à la communauté internationale d'assumer l'entière responsabilité de la protection et de la sécurité du peuple palestinien sous l'occupation.

19. Nous réaffirmons que les colonies de peuplement israéliennes dans les territoires occupés sont illégales et renouvelons l'appel lancé par la communauté internationale en faveur du démantèlement et de l'évacuation de ces colonies de peuplement sur la Rive occidentale et dans la bande de Gaza comme le prévoit la résolution 43/176 de l'Assemblée générale des Nations Unies. Nous demandons à l'Organisation des Nations Unies, aux gouvernements et aux organisations non gouvernementales de prendre des mesures concrètes pour empêcher les dirigeants israéliens d'établir de nouvelles colonies. Nous réaffirmons aussi notre engagement de continuer de soutenir le droit des Palestiniens de rentrer dans leur patrie conformément à la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale, en date du 11 décembre 1948.

20. Nous réaffirmons en outre que la lutte pour la libération nationale, la paix et la justice au Moyen-Orient et la lutte menée en Afrique australe sont étroitement liées. Nous soutenons sans réserve et inébranlablement la lutte pour la réalisation des droits à l'autodétermination et à l'indépendance ainsi que des droits de l'homme en Namibie et en Afrique du Sud, lesquels doivent être exercés à égalité et sans discrimination aucune. Nous demandons à tous les Etats et à la communauté internationale de cesser d'aider Israël et l'Afrique du Sud de l'apartheid et nous engageons les Etats d'Afrique à continuer de rompre toutes relations avec ces deux régimes et de les isoler jusqu'à ce que les populations concernées puissent exercer leurs droits inaliénables.

21. Nous réaffirmons la nécessité de renforcer la coopération afro-arabe, moyen indispensable de promouvoir le processus de développement africain et arabe ainsi que la lutte contre la domination et la discrimination raciale en Afrique australe et dans la Palestine occupée par Israël.

22. En tant qu'ONG, nous sommes résolues à n'épargner aucun effort pour contrecarrer la coopération entre Israël et l'Afrique du Sud de l'apartheid. Nous

condamnons le renforcement de la puissance militaire de ces deux pays, qui constitue une grave menace pour la paix et la sécurité régionales et internationales.

23. Nous exprimons notre solidarité avec les forces démocratiques et éprises de paix en Israël, qui luttent contre la politique et les actions d'occupation, expansionnistes et militaristes d'Israël et qui soutiennent l'Intifada, l'Etat palestinien indépendant en territoire palestinien qui a été proclamé et les droits inaliénables du peuple palestinien. Nous condamnons énergiquement la législation injuste d'Israël qui interdit les contacts entre les Israéliens et l'OLP et exigeons son abrogation totale et immédiate.

24. Nous annexons à la présente déclaration les rapports des ateliers et invitons instamment les ONG africaines à s'employer de façon coordonnée à appliquer les recommandations. Nous prenons note des observations du Comité international de coordination pour les ONG sur la question de Palestine et du fait qu'il nous a assurés de son concours pour le déroulement de nos travaux.

25. Nous avons en outre décidé d'organiser nos travaux par le biais d'un comité africain de coordination, dont on trouvera également la composition en annexe au présent rapport. Nous demandons que ce rapport soit diffusé aussi largement que possible dans toute l'Afrique et par le biais du réseau international d'ONG ainsi que des médias. Nous demandons à l'Organisation des Nations Unies de fournir les moyens financiers pour une réunion du Comité administratif de coordination par an, à l'occasion de la réunion internationale des ONG sur la question de Palestine.

26. Nous remercions le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, la Division des droits des Palestiniens, le Département des services de conférence et nos généreux hôtes égyptiens pour les efforts qu'ils ont déployés pour assurer le succès du Colloque des ONG d'Afrique.

#### D. COMITE AFRICAIN DE COORDINATION DES ONG SUR LA QUESTION DE PALESTINE

##### Membres du Comité

1. Organisation de la solidarité des peuples afro-asiatiques
2. African Society (Egypte)
3. Union des avocates arabes, Le Caire (Egypte)
4. Association de solidarité et d'amitié entre les peuples, Alger (Algérie)
5. Association égyptienne pour les Nations Unies, Le Caire (Egypte)
6. Société d'amitié Maurice-Palestine (Maurice)
7. Organisation de l'unité syndicale africaine, Accra (Ghana)
8. Comité des ONG pour la Palestine, Tunis (Tunisie)
9. Association panafricaine des femmes, Luanda (Angola)
10. Union des femmes soudanaises, Khartoum (Soudan)
11. Union des journalistes de Sierra Leone
12. Amitié Zimbabwe-Palestine



## E. RAPPORTS DES ATELIERS

ATELIER I : Mobilisation et programme de travail des ONG africaines en vue de mettre fin aux violations par Israël des droits de l'homme des Palestiniens dans les territoires arabes occupés et de promouvoir la protection internationale des Palestiniens sous occupation israélienne

Président : M. Jonathan Kuttat (Palestinien)

Rapporteur : M. Mohamed A. El Saket (Egypte)

Il a été fait mention au début de la réunion de certaines insuffisances concernant les travaux des ONG africaines en raison :

1. De leur manque d'expérience dans la défense des causes nationales sur la scène internationale, en ce qui concerne notamment la question de Palestine;
2. Du manque de moyens qui leur permettraient d'influencer la prise de décision des gouvernements nationaux sur la question de Palestine, contrairement à ce qui se passe en Europe et en Amérique du Nord, où les ONG influent réellement sur l'opinion publique et, partant, sur les organismes publics compétents;
3. Du manque de ressources financières à des fins opérationnelles (c'est également le problème des gouvernements nationaux dans ce domaine);
4. Les ONG africaines sont toujours considérées comme faisant partie de l'ensemble des administrations publiques et non pas comme des organismes autonomes.

Les membres qui ont exprimé leurs vues ont reconnu la nécessité de renforcer le rôle des ONG africaines car ces organisations sont censées jouir d'une certaine liberté de manoeuvre et être débarassées des contraintes de l'activité officielle, de même qu'elles contiennent un élément humain créateur, n'étant pas liées aux gouvernements et à leurs régimes, de sorte qu'elles devraient être séparées de la bureaucratie improductive dans des domaines comme la défense des droits des Palestiniens et l'arrêt des violations israéliennes.

D'aucuns ont mentionné certains exemples des travaux réalisés dans ce domaine par certaines ONG africaines, comme l'Association égyptienne pour les Nations Unies, dont le Conseil d'administration est présidé par le Ministre de la jeunesse et des sports, et qui joue donc un rôle primordial pour ce qui est d'informer de vastes secteurs de l'opinion concernant les dimensions de la question de Palestine. En outre, l'un des membres du Conseil d'administration de l'Association est Président honoraire d'associations pour les Nations Unies dans différentes parties du monde. Ont également été mentionnés la Fédération des juristes arabes, qui fait paraître chaque année une publication sur les dimensions du problème palestinien à l'intention de l'opinion publique internationale, et l'Institut de recherche et d'études arabes qui comprend un département spécialisé sur la question de Palestine. Cet établissement encourage également les étudiants à préparer des mémoires de maîtrise et des thèses de doctorat sur les dimensions du conflit israélo-arabe, les droits du peuple palestinien et les moyens de mettre fin

aux violations arabes. Il conclut en outre des accords de coopération avec des institutions similaires s'occupant du problème du Moyen-Orient dans certaines capitales africaines et internationales. Toutes ces activités contribuent à la diffusion d'informations exactes et objectives sur la question de Palestine.

Les membres ont aussi reconnu la nécessité de traiter les aspects économiques de la question de Palestine, les tâches les plus urgentes étant les suivantes :

1. Donner aux Palestiniens des territoires arabes occupés la possibilité d'établir des contacts directs avec des institutions économiques extérieures; ils ne devraient pas être soumis à un régime de tutelle pour ces questions, comme c'est le cas pour les accords conclus par Israël avec le Marché commun européen;
2. Jeter les bases de l'assistance économique, sociale et culturelle à fournir au nouvel Etat palestinien, au lieu d'attendre que le gouvernement provisoire assume l'administration du nouvel Etat;
3. L'ONU devrait contrôler le territoire du nouvel Etat palestinien afin qu'Israël ne puisse pas se livrer à de nouvelles manœuvres;
4. Maintenir des pressions économiques et politiques internationales sur Israël afin de le contraindre d'appliquer les dernières résolutions sur la question de Palestine adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre 1988;
5. Convoquer un tribunal des ONG africaines pour juger les crimes commis par les autorités israéliennes contre le peuple palestinien;
6. Continuer à organiser des colloques et séminaires sur les droits du peuple palestinien et les violations persistantes de ces droits par Israël.

De nombreux membres ont exprimé leur appréhension devant le récent changement d'attitude des Etats-Unis qui ont entamé un dialogue avec l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), démarche qui n'était peut-être qu'une manœuvre visant à gagner du temps pour le compte de la partie israélienne. Il fallait donc que les ONG poursuivent la lutte pour mettre fin à cette obstination israélienne par les divers moyens à leur disposition et par le biais des différentes activités qu'elles pouvaient mener; il fallait aussi assurer le suivi de l'application des recommandations adoptées au Colloque, notamment aux réunions communes des ONG africaines et arabes.

Certains ont mentionné le rôle joué par les femmes arabes et africaines, par le biais des nombreuses organisations auxquelles elles appartiennent, en ce qui concerne la propagande en faveur des droits du peuple palestinien. Les membres se sont généralement accordés à penser que ce rôle était essentiel et devait être maintenu.

Les membres ont également déclaré qu'il était urgent de créer des ambassades de Palestine dans tous les Etats africains et que les ONG africaines devaient contribuer à sensibiliser l'opinion publique par des campagnes d'information et des contacts directs et indirects, de manière que le peuple palestinien puisse exercer tous ses droits le plus tôt possible; afin de créer des difficultés à Israël et de

l'amener à renoncer à ses activités; afin non seulement de faire connaître les violations israéliennes mais également de les faire cesser définitivement. Il est indubitable que cela aiderait le peuple palestinien à réaliser ses droits légitimes, compte tenu des recommandations détaillées formulées par le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien à cette fin et de toutes les résolutions de l'ONU et de ses institutions spécialisées sur la question de Palestine.

ATELIER II : Activités des ONG visant à mobiliser l'opinion publique africaine, et relation existant entre le soulèvement palestinien et la lutte des peuples namibien et sud-africain\*

Président : M. Ibo Mandaza (Zimbabwe)

Rapporteur : Mme Adilf Zeibay Abdel Rahman (Soudan)

Les participants demandent aux ONG africaines :

1. De maintenir les contacts avec le Comité international de coordination pour les ONG sur la question de Palestine;
2. D'utiliser les moyens et facilités offerts par la Division des droits des Palestiniens de l'ONU, à New York;
3. D'organiser, à l'occasion des journées marquantes du calendrier palestinien (29 novembre, 9 décembre et 30 mars) des activités populaires dans leurs communautés respectives;
4. D'insister auprès des gouvernements pour qu'ils demandent au Gouvernement américain de poursuivre le dialogue avec l'OLP;
5. De constituer un comité africain de coordination des ONG;
6. De mettre en place un réseau d'"alerte" en Afrique pour faire face rapidement aux situations d'urgence touchant les Palestiniens;
7. D'utiliser des résolutions de l'ONU comme directives pour la convocation de la conférence internationale sur la paix, notamment les résolutions 38/58 et 43/176;
8. Les participants demandent également à Israël de retirer ses troupes des terres palestiniennes, lesquelles devraient être remplacées par des forces des Nations Unies, avec la coopération de l'OLP;
9. De poursuivre le boycottage arabe et africain des marchandises et activités israéliennes;

\* Il a été décidé, à la réunion du 21 décembre 1988 sur l'adoption de la Déclaration et des rapports des ateliers, que le rapport de l'atelier II présenté à la réunion sous cette forme serait adopté tel quel.

/...

10. De promouvoir l'application des résolutions du Conseil national de Palestine adoptées en Algérie;

11. De créer un comité juridique et politique, avec la coopération des ONG africaines, afin de conférer à l'Etat palestinien un caractère officiel;

12. De lancer une campagne en vue de la libération des détenus palestiniens dans les territoires occupés et d'établir des listes des prisonniers connus;

13. D'intensifier les efforts afin de traiter les personnes handicapées du fait de la guerre;

14. De soutenir les organisations qui fournissent un appui social et psychologique aux familles palestiniennes sous occupation;

15. D'envoyer des groupes de représentants d'ONG dans les territoires occupés pour suivre la situation et apporter un soutien à la population;

16. D'organiser une mission de paix pour expliquer la question de Palestine;

17. De proclamer une Semaine africaine et d'organiser à cette occasion des expositions de photos et d'affiches, et projeter des films vidéo sur les crimes commis dans les territoires occupés;

18. De fournir une protection pour réduire le nombre croissant de fausses couches parmi les Palestiniennes des territoires occupés, causées par les gaz toxiques répandus par les troupes israéliennes;

19. Lancer une campagne d'information, avec la coopération d'artistes, de musiciens et de sportifs, afin de faire connaître la question de Palestine dans le monde entier.

Annexe I

MESSAGE ADRESSE PAR LES PARTICIPANTS AU SEMINAIRE ET AU COLLOQUE DES  
ONG AU PRESIDENT DU COMITE EXECUTIF DE L'ORGANISATION DE LIBERATION  
DE LA PALESTINE

Nous, participants au Séminaire régional pour l'Afrique et au Colloque des ONG d'Afrique sur la question de Palestine, qui se tiennent du 18 au 22 décembre 1988 au Caire (Egypte), tenons à vous exprimer notre très profonde gratitude pour l'aimable message de soutien que vous avez adressé aux deux réunions par l'intermédiaire de M. Jamal Sourani, membre du Comité exécutif de l'OLP. Nous saisissons cette occasion pour féliciter de son action votre organisation, seul représentant légitime du peuple palestinien, et appuyons les efforts considérables que vous déployez pour engager un dialogue sérieux, rétablir la paix au Moyen-Orient et proposer des voies qui permettraient d'envisager l'avenir de manière plus novatrice.

Nous réaffirmons notre soutien indéfectible au peuple palestinien qui lutte pour exercer ses droits nationaux légitimes et inaliénables, comme démontré de manière spectaculaire depuis un an par l'Intifada dans le territoire palestinien occupé. Nous saluons l'initiative de paix historique, lancée par le Conseil national palestinien à sa dix-neuvième session extraordinaire tenue à Alger du 12 au 15 novembre 1988, et notamment la proclamation de l'Etat de Palestine, en tant que contribution hardie et décisive au rétablissement de la paix au Moyen-Orient.

Nous espérons sincèrement que les résultats du Séminaire et du Colloque contribueront à un règlement global, juste et durable du conflit israélo-arabe, dont la question de Palestine constitue le centre. Nous réaffirmons que nous continueront de soutenir sans réserve le peuple palestinien jusqu'à la création d'un Etat palestinien indépendant et souverain.

Nous considérons les importants résultats de la session de l'Assemblée générale tenue à Genève, et notamment l'adoption de sa résolution 43/176 du 15 décembre 1988, comme une étape importante vers la convocation de la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient et exprimons notre sincère appui au Secrétaire général de l'ONU dans les efforts qu'il déploie pour atteindre rapidement cet objectif, comme demandé par la communauté internationale.

Annexe II

MOTION DE REMERCIEMENTS

Les participants au Séminaire régional pour l'Afrique et au Colloque des ONG d'Afrique sur la question de Palestine, tenus du 18 au 22 décembre 1988 au Caire (Egypte) expriment leurs sincères remerciements au Gouvernement et au peuple de la République arabe d'Egypte pour avoir bien voulu accueillir le Séminaire et pris d'excellentes dispositions qui ont largement contribué à son succès. Les participants tiennent également à exprimer leur sincère gratitude et leur appréciation à S. E. M. Ahmed Esmat Abdel Meguid, Premier Ministre adjoint et Ministre des affaires étrangères, pour le soutien chaleureux qu'il a manifesté, dans son allocution, à la cause palestinienne, ainsi qu'à notre séminaire et au Colloque des ONG. Ils adressent aussi leurs remerciements à S. E. M. Aziz Seif El-Nasr, Ministre adjoint des affaires étrangères, et à S. E. M. Amre Moussa, Directeur du Département des organisations internationales au Ministère des affaires étrangères, pour leur contribution au Séminaire et au Colloque des ONG. Les participants saisissent cette occasion pour exprimer leur sincère gratitude au Gouvernement et au peuple de la République arabe d'Egypte, l'un des Etats fondateurs du Mouvement des pays non alignés, pour leur appui continu à l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien et pour avoir activement contribué à faire progresser la cause de la paix et de justice au Moyen-Orient sur la base de la Charte et des résolutions de l'ONU.

Annexe III

LISTE DES PARTICIPANTS ET DES OBSERVATEURS AU SEMINAIRE  
ET AU COLLOQUE DES ONG

Intervenants

M. Farouk ABU EISSA (Soudan)  
M. Donald BETZ (Etats-Unis)  
M. Lotfy EL-KOHLI (Egypte)  
M. Mohamed EL-SAYED GALLAB (Egypte)  
M. Rafael ESTRELLA (Espagne)  
M. Gipu FELIX-GEORGE (Sierra Leone)  
M. Y. V. GLUKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques)  
M. Corentin HERVO-AKENDENGUE (Gabon)  
M. Gora IBRAHIM (Afrique du Sud)  
M. Latyr KAMARA (Sénégal)  
M. Al Mamoun KEITA (Mali)  
M. Gabrallah KHAMSIN (Soudan)  
M. Assih KOSSI (Togo)  
M. Jonathan KUTTAB (Palestinien)  
M. Salah LADGHAM (Tunisie)  
M. Ibbo MANDAZA (Zimbabwe)  
M. Dikhigang MASEMOLA (Afrique du Sud)  
Mme Ruth NETO (Angola)  
M. Gesaya NYAMA (Namibie)  
M. Ahmed OSMAN (Egypte)  
M. Abdel Moneim SAID (Egypte)  
M. Nabil SHA'ATH (Palestinien)  
M. S. Amos WAKO (Kenya)

Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien

S. E. Mme Absa Claude DIALLO	Représentante permanente du Sénégal auprès de l'Organisation des Nations Unies, Présidente du Comité, Chef de la délégation
S. E. M. Alexander BORG OLIVIER	Représentant permanent de Malte auprès de l'Organisation des Nations Unies, Rapporteur du Comité
S. E. M. Samuel R. INSANALLY	Représentant permanent du Guyana auprès de l'Organisation des Nations Unies
S. E. M. Tom Obaleh KARGBO	Représentant permanent de la Sierra Leone auprès de l'Organisation des Nations Unies
S. E. M. Agus TARMIDZI	Représentant permanent adjoint de l'Indonésie auprès de l'Organisation des Nations Unies
M. Zehdi L. TERZI	Observateur permanent de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies

Représentant du Secrétaire général

M. Naseem MIRZA, Chef de la Division des droits des Palestiniens

Etats Membres

Algérie	S. E. M. Djanet El Mokrani Ambassadeur d'Algérie en Egypte
Angola	M. Lorenzo da Silva Fernandes Premier Secrétaire Ambassade d'Angola au Caire
Arabie saoudite	M. Eid M. Al-Thaqafi Troisième Secrétaire Ministère des affaires étrangères
Argentine	Mme Ana Maria Del Valle Assistante de l'Ambassadeur Ambassade d'Argentine au Caire
Australie	M. John F. Godfrey Conseiller Ambassade d'Australie au Caire
Autriche	S. E. M. Helmo Kellner Ambassadeur d'Autriche en Egypte  M. Ferdinand Maultaschl Ministre conseiller Ambassade d'Autriche au Caire
Bahreïn	S. E. M. Mohamed Hamad El-Mahmid Ambassadeur du Bahreïn en Egypte
Bangladesh	S. E. M. Mohammed Siddiquer Rahman Ambassadeur du Bangladesh en Egypte  M. Sarwar Hossain Molla Conseiller Ambassade du Bangladesh au Caire
Brésil	M. Mauricio C. Magnavita Ministre conseiller Ambassade du Brésil en Egypte
Brunéi Darussalam	S. E. M. Dato H. M. K. B. H. Daud Ambassadeur du Brunéi Darussalam en Egypte
Bulgarie	M. Lashev Rakovski Troisième Secrétaire Ambassade de Bulgarie au Caire

/...



Cameroun	M. Célestin Onana Ayissi Chargé d'affaires Ambassade du Cameroun au Caire
Canada	M. James Gould Ambassade du Canada au Caire
Chili	M. Rodolfo Russing Conseiller Ambassade du Chili au Caire
Chine	M. Li Liugen Conseiller Ambassade de Chine au Caire
Cuba	M. Pelayo Ruenes Ambassade de Cuba au Caire
Equateur	M. Eugenio Vazques Chargé d'affaires Ambassade d'Equateur au Caire
Egypte	S. E. M. Amre Moussa Ambassadeur, Chef du Département des organisations internationales  S. E. M. Mahmoud Gomaa Ambassadeur, Chef du Département de la Palestine  S. E. M. Ahmed Gomaa Ambassadeur, Département des organisations internationales  M. Mohamed Ghoneim Conseiller Département de la Palestine  Mme Doria Attia Deuxième Secrétaire Département des conférences  M. Tarek Adel Attaché Département des organisations internationales
Espagne	Mme Almudena Mazarrasa Conseiller Ministère des affaires étrangères

Ghana	S. E. M. W. C. Yow Anoff Ambassadeur du Ghana en Egypte
	M. Patrick R. D. Hayford Ministre conseiller Ambassade du Ghana au Caire
	M. Thomas K. Quartey Conseiller Ambassade du Ghana au Caire
Guatemala	Mme Josefina de Leon Ambassade du Guatemala au Caire
	Mme Randa Hussein Ambassade du Guatemala au Caire
Hongrie	S. E. M. Erno Simonyi Ambassadeur de Hongrie en Egypte
	M. Laszlo Vaczi Premier Secrétaire Ambassade de Hongrie au Caire
Inde	M. Inder V. Chopra Ministre Ambassade de l'Inde au Caire
Indonésie	M. Anwar Yassin Conseiller Ambassade d'Indonésie au Caire
	M. Zakaria Anshar Troisième Secrétaire Ambassade d'Indonésie au Caire
Iraq	M. Talal Nadim Al-Pachachi Ministre plénipotentiaire Ambassade d'Iraq au Caire
	M. Hassan Aladhmi Ambassade d'Iraq au Caire
Irlande	S. E. M. Eamon O. Tuathail Ambassadeur d'Irlande en Egypte
	M. James Joseph Carroll Premier Secrétaire Ambassade d'Irlande au Caire

Jordanie	M. Khalid Ahmed Al Adwan Conseiller Ambassade de Jordanie au Caire
	M. Atef Hlasa Ambassade de Jordanie au Caire
Mali	M. Al Mamoun Keita Conseiller Ministère des affaires étrangères
	M. Ba Bassirou Premier Secrétaire Ambassade du Mali au Caire
Maurice	S. E. M. Mahmoud Adah Tally Ambassadeur de Maurice en Egypte
	M. Rashad Daugeawo Ambassade de Maurice au Caire
Mongolie	M. Kadyryn Sairaan Troisième Secrétaire Ambassade de Mongolie au Caire
Nigéria	M. Dolapo Osunmakinde Deuxième Secrétaire Ambassade du Nigéria au Caire
	M. Saad Baba Troisième Secrétaire Mission permanente du Nigéria, New York
Panama	S. E. M. Phillip Feigenblatt Rojas Ambassadeur du Panama en Egypte
Pologne	M. Andrzej Biera Premier Secrétaire Ambassade de Pologne au Caire
Qatar	M. Khaled M. Nassir Fakhroo Premier Secrétaire Ambassade du Qatar au Caire
	M. Tewfik El Mobayied Ambassade du Qatar au Caire
	M. Abdel Aziz El Sebaie Ambassade du Qatar au Caire

République centrafricaine	M. Gabriel Griss-Bembe Premier conseiller Ambassade de la République centrafricaine au Caire
République démocratique allemande	M. Hans-Joerg Graff Conseiller Ambassade de la RDA au Caire  M. Wolfgang Grieger Deuxième Secrétaire Ministère des affaires étrangères  M. Frank Remus Troisième Secrétaire Ambassade de la RDA au Caire
République socialiste soviétique d'Ukraine	M. Pavel F. Kirpenko Ministère des affaires étrangères
Roumanie	M. Constantin Preotessa Conseiller Ambassade de Roumanie au Caire  M. Gheorghe Biltu Premier Secrétaire Ambassade de Roumanie au Caire  M. Sever Cotu Ambassade de Roumanie au Caire
Rwanda	S. E. M. Celestin Kabanda Ambassadeur du Rwanda en Egypte
Singapour	M. Theo Kah Beng Premier Secrétaire Ambassade de Singapour au Caire
Thaïlande	Mme Patchara Lamubol Deuxième Secrétaire Ambassade de Thaïlande au Caire
Togo	M. Koffi Ouyi Woake Deuxième Secrétaire Ambassade du Togo à Tripoli
Tunisie	M. Habib Bentekaya Premier Secrétaire Ambassade de Tunisie au Caire

Union des Républiques  
socialistes soviétiques

S. E. Mme Rosa Otunbaeva  
Ministre des affaires étrangères  
RSS du Kirghizistan

M. Nikolai Tikhomirov  
Ministre conseiller  
Ambassade de l'URSS au Caire

M. Nikolai Elistretov  
Deuxième Secrétaire  
Ambassade de l'URSS au Caire

M. Ovannes Aroutunian  
Troisième Secrétaire  
Ministère des affaires étrangères

Venezuela

M. Miguel Raidi Raidi  
Ministre Conseiller  
Ambassade du Venezuela au Caire

Yémen

M. Hamoud Mohamed Alshami  
Conseiller  
Ambassade du Yémen au Caire

Zimbabwe

S. E. M. Mose Jackson Myenge  
Ambassadeur du Zimbabwe en Egypte

M. Max Mukova  
Ministre conseiller  
Ambassade du Zimbabwe au Caire

M. Dominic Buhera  
Ambassade du Zimbabwe au Caire

Etats non membres représentés par des observateurs

République de Corée

S. E. M. Kee Bock Shin  
Ambassadeur  
Consul général de la République de Corée au Caire

M. Joo Seok Kim  
Premier Secrétaire  
Mission permanente de la République de Corée  
à New York

M. Chan Woo Kim  
Division des Nations Unies  
Ministère des affaires étrangères

Suisse

M. Timotheus Guldemann  
Deuxième Secrétaire  
Ambassade de Suisse au Caire

/...

Organes de l'Organisation des Nations Unies

Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux

S. E. M. Tesfaye Tadesse (Ethiopie), Président du Comité.

Comité spécial contre l'apartheid

S. E. M. Agus Tarmidzi (Indonésie)

Conseil des Nations Unies pour la Namibie

M. Sherif Yehia Refaat (Egypte)

Institutions spécialisées, organismes et programmes des Nations Unies

OIT M. Osman Mohamed Ahmed  
Directeur du Bureau de l'OIT au Caire

M. Yehia El-Shaarany  
Directeur adjoint  
Bureau de l'OIT au Caire

OMS M. Ashour Omar Gebreel

PNUE M. Salih Osman  
Directeur et représentant régional du PNUE  
pour l'Asie occidentale

Organisations intergouvernementales ayant reçu une invitation permanente à participer aux sessions et aux travaux de l'Assemblée générale à titre d'observateurs

Ligue des Etats arabes M. Muhammad El-Farra  
Sous-Secrétaire général adjoint

M. Yousef Fayoumi

Communauté économique européenne Mme Francine Henrich  
Chef de délégation au Caire

Autres organisations intergouvernementales ayant reçu une invitation permanente à participer aux sessions et aux travaux de l'Assemblée générale à titre d'observateurs

Palestine S. E. M. Jamal Sourani  
Secrétaire du Comité exécutif de l'OLP

M. Zuhdi Al-Qudrah  
Bureau de l'OLP au Caire

Palestine (suite)

M. Barakal Al-Farrah  
Président de l'Union des ingénieurs palestiniens

M. Osama Ali Sharab  
Bureau de l'OLP au Caire

M. Abdel Ilah Al-Karzoun  
Union des juristes palestiniens

South West Africa People's  
Organization (SWAPO)

M. Gesaya Nyama

M. Kahima Embubulu  
Bureau de la SWAPO au Caire

Mouvements de libération nationale reconnus par l'Organisation  
de l'unité africaine

African National Council  
d'Afrique du Sud

M. Dikhigang Masemola

Pan-Africanist Congress of  
Azania

M. Gora Ibrahim  
Secrétaire aux affaires étrangères

Organisations non gouvernementales

African Association of Political  
Science

Helmi El Sharawy

African Farmers Union

Mohamed Idris

African Society, Egypte

Adel Ahmed Moustafa  
Mohamed El-Sayed Ghallab  
Nabil Abdel Hamid Hassan  
Soad Khaled

Arab Association for Integration  
of Culture

Mohamed Aly Al-Lakany

Arab Lawyers Union, Cairo

Farouk M. Abu Eissa  
Kamal Ramadan  
Abdel Azim El-Maghraby  
Mohamed Rizk El-Gammal  
Fayza Obied

Arab Organization for Human  
Rights

Moustapha Kamel El Sayed  
Tawhida Tawfik  
Mohamed Fayek  
Yehia El Gamal  
Naguib Fakhry

Arab Organization for Human Rights of Afro Asian Solidarity	Baheiddin Al-Rashidy
Arab Political Science Association	Hassan Nafaa
Arab Tourist Union, Baghdad	Moufid Shehab
Arab Women Solidarity Association, Cairo	M. Nawal El Saadawi
Association of Journalists of Sierra Leone	Gipu Felix-George
Center of Trade Union Studies, Cairo	Abdel Aziz Bayoumi Mahmoud Attar
Comité international de coordination des ONG pour la question de Palestine	Donald Betz Jean-Marie Lambert
Committee for Israeli-Palestinian Dialogue	Latif Dori Muhammad Wattad
Conseil algérien pour l'amitié et la solidarité entre les peuples	Zoubeir Seif El Islam
Conseil mondial de la paix	Bahig Nassar
Egyptian Afro-Asian Solidarity Committee	Zain Salit Nalia Kamel Mahmoud Tawfik Sohir Sadik Mohamed Auda Roshdi Aboul Hassan Mohamed Kalafalla
Egyptian Building and Trade Union Workers	Kamal Eldin Wassef
Egyptian Committee for Peace and Disarmament	Soraia Adham Salah Azzam Khaled Mohieldin Mahmoud Hamed Mohamed Said Khayyat Hussein Fahmy Saffa Farahat Inji Efflatoun



Egyptian Committee in Support of Intifadah	Baheiddin Al-Rashidy Ahmed Sharaf
Egyptian Organization for Human Rights	Mustafa Abdelaal Mohamed Mandour Mohamed Said Amir Salem Bahy El Din Hassan
Egyptian Partisan Human Rights, Alexandria	Soad Abdel Wahed Hammad
Egyptian Peace Council	Khalid Mohieldin
Egyptian People's Solidarity Committee with the Intifadah	Najim Nessim
Egyptian Pugwash, Cairo	Ezmat Ezz A. Emara Hasan Mohmoud Eassam Galal Mohamed Raouf Hamid
Egyptian Supreme Council for Youth and Sports	Hosam Kamal
Federation of Arab Engineers, Baghdad	Abdul Sattar Al-Rawi Marwan Abdel Hamid
Federation of Palestinian Engineers, Caire	Barakat El-Farra
Forum du tiers monde	Ibrahim Abdalla
General Union of Palestinian Women	Hanaa Al Ahmed Abla Dajani Dorris Franjia
Ligue islamique mondiale	Mohamed El Hassani
Mauritius-Palestine Friendship Society	Rashad Daureeawo
Mauritius Supreme Council for Islamic Affairs	Rashad Daureeawo
Organisation africaine de l'unité syndicale	Assih Kossi

Organisation de la solidarité des peuples afro-asiatiques	Mourad Ghaleb, Président Sydney Molifi Thomas Schubert Talaat Mosallam Erabaddegode A. Vidyasekera Mounif Hourani Daniel Kouyela Panteley Spasov Saif Saeeda Al-Khamri Nouri Abdulrazzak Hala El-Asmar Fakhry Labib Hamed Zidan Saad Luka Mikhail Mir Pasma Zeinalov Awatef Abdel Rahman
Organisation de la solidarité des peuples afro-asiatiques de Madagascar	Julien Randriamasivelo
Palestine Committee for NGOs, Tunis	Rév. Ibrahim Ayoud, Président Marai Abderahman
Palestine Committee for NGOs, Cairo	Amal Alagha Mysoon Shaath Hasna Mekdashi
Palestine Red Crescent Society, Cairo	Fathi Arafat Shadia Khader Emad Tarawiyeh
Pan-African Women's Organization, Luanda	Mme Maria Ruth Neto
Peace Committee, Suez	A. Kamal
Progressive Women's Union, Cairo	Showkia El Kordy Maha Saleh Fawzia Toulba Zenat Risk
Progressive Youth Union, Cairo	Hazim Mounir Hisham Baiomy Emad Nabawi Said
Socialist Labor Union, Cairo	Khaled Shawki
Sudanese Women's Union	Adilf Zeibay Abdel Rahman
Swiss Palestine Organization	A. V. Hardt-Makarova

Tanzania-Palestine Solidarity  
Committee

J. L. Kanywanyi

Union des juristes arabes

United Nations Association  
of Egypt

Abdel Ahad Gamal Eldeen  
Mohamed A. El Saket  
Ali Khalil  
Mamdooh Azzam

Zimbabwe Palestine Friendship

Ibbo Manadaza

Presse

Al Ahram

Lotfi El-Kholy  
Mour Eldine Sobeih  
Mohamed Ahd Elhady

Al Akhbar

Makram Gad El-Kareem

Al Gomhouriya

Mahfouz El-Ansari  
Galal El-Sayed  
Mohamed G. Mohamed

Al Messa News

Elsayed Hani Youssef

Akbar El Yom

Usama Agag

Ashab

Salah Aldakila

Azbet Al Nakhl

Saleh Rageeb

Dar El-Helal

Nabil Mostafa

El Ahly

Ahmed Hassan  
Mohamed Hanafy

El Wafd

Mohamed El Halawany

El Hakika

Mohamed Saad Galal

Radio égyptienne

Alaa Aly El-Meligui  
Mahmoud Fahmy  
Hamdy Gohar  
Shafie Shalaby  
Mohammed Hussein Bassiouny  
Nihal Saad  
Mos'uud Abdul Ganiyi  
Mamadou Oury  
Tidjane K. Ouattara  
Ibrahima Seck

Shoubra El Khima	Mahmoud Zakaria
Télévision égyptienne	Maher Abdel Aziz Saber Ahmed Abdel Raouf El Baz Hussein Abdel Aziz Mohamed Sayed Adel Shaaban Rady Sobhy Abou Shady Essam Tantawi
Youth and Sports	Mohamed Abdel Wahab
	<u>Presse étrangère</u>
ABC News	Hassan Abdallah Hassan Ahmed Khalifa Zakaria Rabi
Adshtor	Abdelftah Tahaat
Agence de presse du Golfe	Sania Mohamed Adel
Agence de presse iraquienne	Emad Eid Aly
Agence de presse koweïtienne	Dina Adrawes Samir Sadek Sawsan Abo Hussein
Agence de presse du Moyen-Orient	Salah Abdel Latif Ehab Abou Seif Mohamed Abou Seif Bassima Naffady Rifaat Ouda
Agence de presse du Qatar	Aly Maher Abdel Aziz
Agence de presse saoudienne	Nasr Anwar
Al Haq	Jonathan Kuttat
As-Safir	Amin Radwan Mohamed
CBS News	Aly Abed Mohamed Badr Fath El-Bab Youssef El Alfy
D.T.F.	Andrea Bertolini Abdel Hafidy Bouassida
El Haya	Maha Gad

El Pais	Angeles Espinosa
Falestin Al-Thawra	Mujahid Ali Shurab
Izvestia	Dimitri Veliki
Radio RDA	Detlef Schmidt
Reuters	Sara El Gammal Frederic Neema
Télévision RDA	F. Gaubitz
Télévision soviétique	Alexander Arbousov Kim Guerassimov
W.T.N.	Khalifa Salem

-----

